

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2461 - MARDI 17 NOVEMBRE 2015

ATTENTATS DE PARIS

Le Congo exprime sa compassion au peuple français

Le président Denis Sassou N'Guesso s'est rendu lundi à l'ambassade de France à Brazzaville où il a exprimé, au nom du peuple congolais, sa solidarité au peuple français endeuillé par les attaques terroristes du 13 novembre.

« Un manteau noir s'est abattu sur Paris et la France en ce vendredi 13 novembre 2015 suite aux attaques lâches, barbares et odieuses perpétrées par des hommes sans humanité. Plusieurs victimes ont été dénombrées causant émotion et consternation à travers le monde et plongeant la France dans une terrible épreuve et une grande affliction. Au nom de la République du Congo, nous condamnons fermement ces crimes abominables et exprimons notre compassion et notre solidarité au peuple français », a notamment écrit le chef de l'État dans le livre de condoléances.

À la suite du président de la République, des personnalités politiques, de la société civile et des individualités ont elles aussi accompli le même geste auprès de l'ambassade. [Pages 3 et 7](#)



Le président Denis Sassou N'Guesso et l'ambassadeur Jean Pierre Vidon

Un Congolais parmi les 129 victimes



Le Congolais Ludovic Boumbas, 40 ans, figure parmi les victimes des attentats de Paris. Attribué à la terrasse de La Belle Equipe, rue de Charonne, il a été touché en sauvant une de ses amies. [Page 3](#)

FROCAD

Quelle suite après la démission de Paul Marie Mpouélé ?

Le coordonnateur du Front pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique (Frocad) a jeté l'éponge le week-end dernier, laissant un vide à la tête de ce groupement de partis. « J'ai voulu ainsi donner à cette démission, le sens d'une opération chirurgicale pour permettre à l'opposition congolaise d'éradiquer les causes de certains maux qui peuvent la conduire à des échecs répétés dans sa conquête », avançait-il. L'on peut plutôt s'interroger sur les conséquences de la démission de Paul Marie Mpouélé, au regard des grosses rumeurs qui courent au sujet des dissensions au sein de l'opposition. [Page 2](#)

ÉDITORIAL

Le temps du réalisme

[Page 2](#)

SANTÉ PUBLIQUE

Le diabète, une grande préoccupation nationale

La Journée mondiale de lutte contre le diabète, célébrée le 14 novembre, a mobilisé plusieurs acteurs autour de cette maladie non transmissible au Congo. Selon des prévisions, « si rien n'est fait d'ici à 2025 au Congo, 14% de la population seront atteints du diabète sucré », a prévenu le professeur Monabéka, un

spécialiste de la maladie.

Ainsi, le gouvernement et ses partenaires ont mis l'accent sur la prévention et la prise en charge des patients face à une maladie aux conséquences nombreuses et imprévisibles. « Le diabète peut entraîner des taux élevés de handicap et de décès prématurés. Il s'accompagne

de complications graves telles que la cécité, l'insuffisance rénale, la neuropathie, la mort précoce. Il a aussi une incidence économique considérable qui se traduit en perte de productivité et en coûts élevés des soins de santé », a rappelé un cadre de l'OMS au Congo, le Dr Ray Mankélé. [Page 5](#)

AFRIQUE CENTRALE / FINANCES

La BDEAC veut renforcer ses fonds propres

L'Assemblée générale de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC), lors de sa session extraordinaire hier à Brazzaville, a invité les actionnaires à augmenter leur participation au capital. Le ministre équato-guinéen des Finances et du budget qui préside actuellement cette instance a indiqué qu'au moment où un nouveau

président prend la direction de la banque, cette requête permettra de renforcer les fonds propres et d'accompagner le financement des économies de la sous-région. « Avec plus de moyens financiers, les interventions de la BDEAC, aussi bien dans le développement des infrastructures que dans le secteur privé, seront plus visibles », a affirmé Miguel Engonga Obiang Eyang. [Page 4](#)

ÉDITORIAL

Le temps du réalisme

Le temps de la douleur, de la compassion, du recueillement passé en France, mais aussi partout dans le monde, viendra très vite le temps du réalisme. C'est-à-dire de la réflexion sur les causes immédiates et lointaines du terrible drame qui a frappé Paris vendredi soir, tuant plus de cent trente innocents et en blessant trois cents autres dont beaucoup ne survivront peut-être pas à leurs blessures.

Tous les observateurs sont aujourd'hui d'accord sur le fait que la tuerie du Bataclan et des bars du quartier de la République à Paris n'est, en effet, que le début d'une longue série de drames qui frapperont l'une après l'autre les nations engagées dans une lutte à mort avec les islamistes radicaux. Nourrie par une violence sans limite et par une idéologie destructrice qui plonge ses racines dans le fanatisme, la vague d'attentats qui a débuté le week-end dernier au cœur de la France s'étendra vraisemblablement à tous les pays qui ont fait de la liberté le pivot de leur société. Elle ne se limitera donc pas à la vieille Europe, mais gagnera tous les autres continents, le nôtre y compris.

Dans un pareil contexte la seule riposte qui puisse éviter la multiplication des tragédies que les Français viennent de vivre est la mise en place d'une coopération entre États qui permette de rassembler les informations sur les réseaux extrémistes existants ou en formation, qui conduise à des actions coordonnées là où sont formés les tueurs afin de les neutraliser avant qu'ils passent à l'acte, qui s'attaque aux racines du mal que sont la misère et le sous-développement des régions où sévissent l'Etat islamique, Daech, Boko Haram et bien d'autres mouvements terroristes.

L'erreur que risquent de commettre aujourd'hui les nations européennes, qui sont les premières visées par la violence meurtrière des « fous de dieu », serait de croire qu'elles parviendront à conjurer le mauvais sort qui les guette en s'accordant entre elles sans se préoccuper de ce que pensent et font les pays du monde émergent pour se protéger eux-mêmes. Parce que le fanatisme tend à se répandre comme une trainée de poudre sur toute la surface du globe, elles ne se défendront efficacement que si elles prennent enfin en considération les avis extérieurs. C'est parce qu'elles ne l'ont pas fait hier en Irak, en Libye, en Syrie qu'elles se trouvent confrontées aujourd'hui, chez elles, à des problèmes qui les dépassent.

Les Dépêches de Brazzaville

OPPOSITION

Paul Marie Mpouélé quitte la présidence du Frocad

A la faveur d'une conférence de presse qu'il a animée le 15 novembre à son domicile, à Mfilou dans le septième arrondissement de Brazzaville, l'un des géniteurs du Front pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique (Frocad), Paul Marie Mpouélé, s'est exprimé sur les raisons qui l'obligent à jeter l'éponge.

Paul Marie Mpouélé a tenu à préciser qu'il cesse d'être le coordonnateur du Frocad mais reste à l'opposition.

Au nombre des raisons évoquées pour expliquer sa décision, il y a le non-respect des clauses arrêtées par l'organisation : la défense du non au changement de la constitution par la force de l'argument et non par la violence. « Nous avons nous-mêmes été conscients des traumatismes des guerres de 1997, 98 qui étaient encore présents dans la mémoire de notre peuple », reconnaît-il.

L'autre clause consistait à ne pas détourner le frocad à des fins personnelles. Selon lui, certains leaders du mouvement voulaient se servir du Frocad comme tremplin pour réaliser leurs ambitions

au moment des échéances électorales. Il a surtout évoqué « la cabale mensongère et même vénéneuse » conduite par certains membres de l'organisation. « J'ai voulu ainsi donner à cette démission, le sens d'une opération chirurgicale pour permettre, j'en suis sûr, à l'opposition congolaise d'éradiquer les causes de certains maux qui peuvent la conduire à des échecs répétés dans sa conquête pour l'adhésion du peuple congolais à plusieurs formes de sa lutte », a-t-il ajouté.

Ce dernier est revenu sur les contradictions qui minent aujourd'hui cette plateforme en s'interrogeant s'il est possible d'envisager une lutte sans un trésor, sans organisation des canaux d'écoulement des

messages, sans évaluation des forces en présence et surtout sans une véritable évaluation de l'implantation de cette organisation dans une bonne partie du pays.

« L'opposition se doit de comprendre que dans une lutte, il est important d'adapter les formes aux enjeux et aux réalités du moment », a dit Paul Marie Mpouélé. Parlant de la journée du 20 octobre dernier, il ajoute : « nous avons donné au peuple la pitreuse image d'une partition du pays en deux pour des raisons qu'il faut encore rechercher sans complaisance ».

A la fin de son exposé, il a conclu : « voir les choses de manière différente et l'exprimer honnêtement, ce n'est pas trahir. Ma foi reste inébranlable et je n'accepterai jamais que l'opposition congolaise devienne une simple tribune de règlement des contentieux personnels ».

Jean Jacques Koumba

Le RAD souscrit au renforcement de la démocratie

Le Rassemblement des acteurs de la démocratie (R.A.D) que dirige Abel Godefroy Bouckas a rendu publique une déclaration, le 13 novembre à Brazzaville, en se prononçant en faveur de la nouvelle République. Le RAD appartient à l'opposition dite « modérée » et est signataire du Pôle du consensus de Sibiti. En clair, ce parti entend appuyer l'exécutif et soutenir les efforts des pouvoirs publics pour la consolidation de « l'unité, la concorde, la liberté et la paix ».

Ainsi, l'UPDC, l'AND, l'UCE, la JUPDC, le PARSD, l'ADP et le FUD, membres de cette

plateforme politique, ont par consensus opté pour le renforcement de la démocratie. « Le renforcement de la démocratie passe non seulement par des élections libres, justes et transparentes, un Parlement et un système judiciaire indépendant de l'exécutif, mais aussi et surtout par l'action des partis politiques bien ancrés dans la société et jouant efficacement leur rôle d'éveil politique... Un processus démocratique sans partis politiques dynamiques et gérés de façon transparente est une démocratie incomplète », souligne la déclaration.

Josiane Mambou Loukoula

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana

(chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué

(chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou

(chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath

(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice

Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain

Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté

de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'Agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonnateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,

Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,

Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,

Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsi-

gnet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de

service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo

Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi

Chef de production : François Diatoulou Mayola

Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole

Biantomba, Epiphane Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila),

Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,

Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,

République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

ATTENTATS DE PARIS

Un Congolais mort en héros parmi les 129 victimes

Le Congolais Ludovic Boumbas, 40 ans, figure parmi les victimes des attentats de Paris. Attablé à la terrasse de La Belle Equipe, il a été touché en sauvant une de ses amies.

Vendredi soir, Ludovic Boumbas était attablé à la terrasse de la Belle Equipe, rue de Charonne, pour célébrer l'anniversaire de l'une de ses amies présentes ce soir-là. En voulant protéger cette dernière, il a été mortellement touché. Un acte héroïque, cette amie est désormais sortie du coma. Son ami Hervé Bouéno témoigne : « On jouait au foot tous les week-ends, au Stade Louis Lumière, à Paris. Sur le terrain, c'était un battant, il ne lâchait rien. Ce qu'il a fait vendredi, en sauvant cette jeune femme, ça ne m'étonne pas de lui ».

Notons que Martine Aubry, la maire de Lille, a rendu hommage au natif du Congo, qui a grandi et effectué la plupart de ses études à Lille, avant de venir à Paris pour une formation professionnelle, qu'il menait en parallèle avec un emploi à l'aéroport Charles-de-Gaulle. Ce fervent supporter du LOSC sera inhumé dans la ville du Nord de la France.

Submergée d'une émotion indicible, la maman de Ludovic ne s'est pas jugée capable de décrire son fils, présenté par Ben Moukacha Monama Sapelogue comme étant un jeune très dynamique, ouvert aux cultures du monde.

A travers les réseaux sociaux plane la tristesse ineffable des Congolais de l'étranger en même temps qu'ils y expriment leur indignation et leur dégoût. « Un innocent massacré à l'aveugle au nom de martyrs dont la gloire consiste à assassiner », peut-on lire parmi les messages affichés sur les murs. Tous unanimes, ils reconnaissent surtout que cela aurait pu tomber sur n'importe lequel d'entre eux, sachant que leurs habitudes dans la région parisienne sont presque identiques : « passer par Château Rouge Chez le Bachelor, au restaurant Taty, être sur une terrasse ou aller voir un spectacle après la semaine de travail », commente la génération de nouveaux congolais de Paris, identique à celle qui a été touchée vendredi 13 novembre.

Antoine Daniel Kongo et Camille Delourme

Le PCT condamne l'insécurité et le terrorisme

Suite aux attentats terroristes ayant occasionné près de 130 morts et de nombreux blessés, perpétrés à Paris le 13 novembre, plusieurs personnalités politiques congolaises et individualités ont signé le 16 novembre à Brazzaville, le livre de condoléances ouvert à cet effet à l'Ambassade de France au Congo.



Pierre Ngolo signant le livre de condoléances

Parmi ces personnalités, il y avait le secrétaire général du Parti Congolais du Travail (PCT), Pierre Ngolo qui a déclaré à la presse que : « les cadres, les membres et sympathisants du parti ont été secoués et bouleversés par les actes barbares commis par les terroristes en France, le soir du vendredi 13 novembre. Le terrorisme a sévi et a fait des victimes innocentes. Le PCT se bat et s'est toujours battu pour la paix, la sécurité et la liberté des citoyens. Donc, le parti ne pouvait pas être insensible devant ces actes odieux ».

Le secrétaire général du PCT a indiqué, par ailleurs, que la délégation de son parti, qu'il conduisait, était venue signer le livre de condoléances pour marquer sa solidarité avec le peuple, le gouvernement et le parti socialiste français éplorés.

« Le terrorisme sème la terreur et créé l'insécurité chez les citoyens qui ne désirent que la vie tranquille et dans la paix. Nous sommes venus dénoncer ces actes horribles et dire notre engagement à soutenir tous ceux qui, à travers le monde, se battent pour la paix, la justice, contre l'insécurité et le terrorisme », a-t-il conclu.

Roger Ngombé

Denis Sassou N'Guesso signe le livre de condoléances

Le Président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, a signé le 16 novembre à Brazzaville, le livre de condoléances suite aux attentats terroristes perpétrés le 13 novembre à Paris qui ont occasionné près de 130 morts et de nombreux blessés.

Voici l'intégralité du texte de condoléances du chef de l'Etat congolais

« Un manteau noir s'est abattu sur Paris et la France en ce vendredi 13 novembre 2015, suite aux attaques lâches, barbares et odieuses perpétrés par les sans humanités. Plusieurs victimes ont été dénombrées causant émotion et consternation à travers le monde et plongeant la France dans une terrible épreuve et une grande affliction.



Au nom de la République du Congo, nous condamnons fermement ces crimes abominables et exprimons notre compassion et notre solidarité au peuple français.

Nous renouvelons nos sincères condoléances au Président de la République française et aux fa-

milles éprouvées.

Nous savons que dans cette épreuve, la France trouvera les nécessaires ressorts à travers la devise de la ville de Paris : « Il flotte, mais ne coule ».

Denis Sassou N'Guesso

Président de la République du Congo

La Rédaction

L'artiste Roga-Roga compatit avec la France

Au lendemain des attentats terroristes perpétrés à Paris, ayant coûté la vie à 129 personnes et 352 blessés dont 80 en état d'urgence, l'artiste musicien congolais, Roga-Roga n'est pas resté insensible. Il a procédé le 14 novembre, en compagnie de son groupe Extra musica, au dépôt des gerbes de fleurs devant l'ambassade de France en République du Congo.



Roga-Roga et ses siens déposant des gerbes de fleurs devant l'ambassade de France

« Nous sommes venus ici à l'ambassade de France pour compatir avec les Français sur la douleur qui les affecte actuellement. Ce qui vient de se passer à Paris est inacceptable. Ce n'est pas normal. C'est pourquoi, nous, en tant qu'artistes musiciens, nous sommes venus passer le message de la paix. Car sans la paix, le monde ne peut pas aller de l'avant ».

En sa qualité d'artiste musicien, Roga-Roga a déploré également le fait que 89 morts environ sur les 129 sont ceux qui étaient

allés s'exalter avec les artistes américains au Bataclan de Paris. C'est horrible, a-t-il dit, de tuer les gens qui magnifient la musique.

« Nous étions en plein studio d'enregistrement lorsque ces actes odieux se sont produits. A l'instant, nous avons cessé avec la séance. C'est vraiment horrible. Voilà pourquoi sans attendre, nous sommes venus ici pour compatir avec la France et montrer à tous les Français que nous sommes de cœur avec eux. Que vive la France- que vive le Congo ».

S'adressant aux djihadistes,

Roga-Roga a déclaré : « Je voudrais juste dire que ce que vous êtes en train de faire, ne peut pas faire avancer le monde. Je ne pense pas que ces actes peuvent prouver que vous êtes les fanatiques de Dieu. Même dans la Bible ou dans le Coran, le message est clair : la paix, l'amour. Tuer lâchement les innocents ne peut pas faire plaisir à Dieu. D'où, cela ne sert à rien de passer par ces actes pour revendiquer quelque chose. Prônez plutôt l'amour et non la violence odieuse ».

Guillaume Ondzé

La plateforme « Ngonga Ebeti » dénonce des actes qui entravent l'avenir de l'humanité

Réunie le 16 novembre à Brazzaville, la plateforme Ngonga Ebeti « La cloche a sonné », a rendu public un message de condoléances et de compassion au peuple français, dans lequel elle condamne les attentats ayant endeuillé la capitale française dans la nuit du 13 novembre. « Nous, Ngonga Ebeti, condamnons avec la dernière énergie les

actes qualifiés de terrorisme ; de lâcheté, de barbarie qui entravent l'avenir de l'humanité toute entière. Nous soutenons par conséquent, à travers ce message, l'action que la France a toujours menée dans la lutte contre le terrorisme », souligne la déclaration.

En effet, ces attentats ont fait au moins 130 morts et de

nombreux blessés. La plateforme de la société civile a enfin appelé la communauté internationale à garder espoir et à doubler de vigilance. Afin, dit-elle, d'arrêter le cycle de violences, qui n'honore pas les valeurs républicaines fondées sur la fraternité, la solidarité et le respect de la vie humaine.

Parfait Wilfried Douniama

AFRIQUE CENTRALE

Nécessité d'augmenter le capital de la BDEAC

Afin de permettre à la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) de renforcer ses fonds propres puis d'accompagner le financement de l'économie de ses Etats membres, les actionnaires sont invités à augmenter leur participation au capital. Cet appel a été également lancé à l'endroit des bailleurs capables de mettre à la disposition de l'institution des lignes de crédit.

La suggestion a été faite lors de l'Assemblée générale extraordinaire de la Banque tenue le 16 novembre à Brazzaville, sous la présidence de Miguel Engonga Obiang Eyang, ministre des Finances et du budget de la Guinée Equatoriale.

« En organisant cette réunion extraordinaire, nous avons voulu connaître l'Etat des lieux de la banque au moment où le président sortant passait le témoin au rentrant. Il s'agit notamment de la sécurité informatique qui est un élément important pour la coordination et la gestion de l'institution », a indiqué le président de l'Assemblée générale de la BDEAC.

En outre, l'équilibre financier n'étant pas totalement mauvais, la commission bancaire de l'Afrique centrale après un travail

d'audit, relève tout de même, un déséquilibre entre les besoins de financement de la communauté et les ressources dont dispose la Banque. « C'est sur ce point que nous sommes en train de travailler », a souligné Miguel Engonga Obiang Eyang.

Notons que par la même occasion, une assemblée générale ordinaire a été organisée. Celle-ci avait pour but de valider le compte rendu de la dernière réunion de l'assemblée puis renouveler le mandat des administrateurs de quelques pays.

Rappelons que la BDEAC a pour principal objectif de financer des projets d'investissement dans des secteurs économiques variés de ses Etats membres. Cependant, les besoins de la sous-région sont énormes et requièrent par conséquent l'implication d'un grand nombre de bailleurs de fonds dis-

posant des ressources considérables et appropriées.

C'est dans cette optique, que les chefs d'Etats de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale avaient donné des orientations en vue de la gouvernance de la banque et de son intégrité financière. Une décision ayant abouti en 2014, à l'augmentation du capital de la banque à 1200 milliards FCFA.

« La quasi-totalité des Etats et autres actionnaires institutionnels ont souscrit à ce capital, et plusieurs d'entre eux ont déjà libéré leur quote-part. Avec plus de moyens financiers, les interventions de la BDEAC aussi bien dans le développement des infrastructures que dans le secteur privé, seront plus visibles », indique un document réalisé par le cabinet du Président de la Banque.

Outre les Etats et les bailleurs, la Banque des Etats de l'Afrique centrale, l'actionnaire majoritaire, joue un rôle majeur dans l'accompagnement de la BDEAC.

Lopelle Mboussa Gassia

REVÊTEMENT DES ROUTES

Des produits stabilisant à la gamme

L'aménagement des voies de communication demeure un gros problème pour les pays en développement en raison des problèmes de financement souvent difficiles à résoudre par les pouvoirs publics, surtout lorsqu'il s'agit de revêtir ces routes avec du bitume.

Des solutions de rechange sont disponibles et plusieurs sociétés, à travers le monde, les mettent en œuvre dans différents pays. Dans ce processus, ABR Contractors, l'une des sociétés spécialisées en la matière, cible l'Afrique avec son produit stabilisant appelé Top Seal, après des expériences jugées concluantes menées en Amérique du Nord, en Amérique

centrale et en Europe.

D'après les responsables de cette société, le produit Top Seal, d'origine américaine, a déjà été utilisé au Texas, aux Etats-Unis, à Cancun, au Mexique, à Madrid et en Espagne. Implantée en Côte d'Ivoire depuis quelque temps, ABR Contractors réalise des routes dans les villes d'Abidjan, Korhogo, Toumodi, Adiaké et Grabo. La société a créé sa première filiale dans ce pays, une deuxième au Togo, tandis qu'une troisième verra le jour au Gabon. Une conquête qu'ils souhaiteraient étendre à d'autres pays de la sous-région d'Afrique centrale et notamment au Congo.

Il convient néanmoins de sou-

ligner que Top Seal n'est pas le seul produit innovant expérimenté dans la stabilisation des routes en Afrique. Au Congo, plusieurs chantiers sont en cours de réalisation dans l'hinterland avec la solution « 3S », sigle pour « solution de stabilisation des sols ». L'objectif de ces innovations est d'alléger les dépenses publiques contraignantes liées à la construction et l'entretien des routes.

Dans l'optique de gagner la bataille du revêtement des routes secondaires à des coûts moins onéreux, « 3S » ou Top Seal font partie de la gamme de solutions susceptibles de générer à l'Etat des bénéfices substantiels.

Les Dépêches de Brazzaville

PROCESSUS DE KIMBERLEY

Des experts namibiens ont séjourné dans la Sangha

Après deux jours de visite de travail dans la Sangha, l'un des départements où la République du Congo a des activités de diamants, la délégation namibienne membre du processus de Kimberley, a dit sa satisfaction au ministre des Mines et de la Géologie, Pierre Oba, quant à l'implémentation du Congo à ce processus de certification du diamant.

« Nous avons été exclus du processus. Il y a cinq ans, nous avons travaillé d'arrache-pied pour être réadmis », a déclaré le ministre des Mines et de la géologie, rendant compte à la presse du constat fait par cette délégation de Namibie. « Cette revue est une visite de travail de cet organisme qui vérifie et contrôle pour se rassurer de la production du diamant d'un pays producteur », a-t-il précisé.

Prévue également dans les départements de la Likouala et du Niari qui regorgent ces pierres précieuses, cette mission de revue a été écourtée faute de temps. « Ils se sont juste arrêtés dans le département de la Sangha par rapport à leur calendrier. Mais, ils nous ont rassuré qu'ils ont fait un bon travail », a affirmé Pierre Oba, rassuré de l'origine du diamant de son pays. Signalons que toutes ces suggestions seront contenues dans un rapport qui sera fait en harmonie avec la tutelle. C'est sur invitation du Congo que cette délégation du processus de Kimberley est arrivée.

Lancé en janvier 2003 par des pays africains producteurs de diamants, dans le but de développer une procédure de certification internationale de diamants bruts, le processus de Kimberley vise à empêcher que les pierres provenant de zones de conflit atteignent les marchés officiels. Le processus impose aux adhérents d'exporter leurs diamants bruts dans des containers scellés et de fournir des certificats authentifiant leur provenance.

Il est également question d'assurer la traçabilité de tous les diamants par l'instauration des registres d'achat et d'exportation dans les bureaux d'achat. L'interdiction d'achat des diamants auprès des personnes qui refusent de décliner leur identité et de l'instauration d'un agrément d'exclusivité d'achat à une société industrielle privée font partie de ces missions. C'est en 2008 que le Congo a réintégré cette organisation.

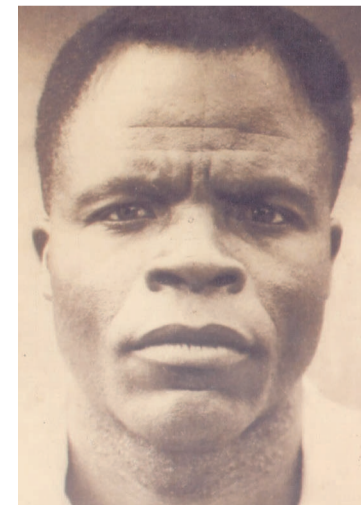
Lopelle Mboussa Gassia

ERRATUM

Dans notre parution du lundi 16 novembre 2015, à la page 3, nous avons écorché le nom de son excellence monsieur l'ambassadeur de Chine au Congo. Au lieu de Xia Huang, nous avons écrit Xia Hang.

Toutes nos excuses pour cette méprise.

IN MEMORIAM



Les familles Botsebé, Egnien, Nguakala, Akili, les enfants Egnien Honorine, Mvoua Sidonie, Tsai Marie-José, Tsanielé Patrice, Edzonga-Tsagnelet Bosco, Ndzahabato Félix, Ngala Viviane, Tsanielé, Ebelebo Martyr réitèrent leurs remerciements à tous ceux qui les avaient soutenus, il y a 47 ans lors de la dure épreuve de la double disparition de leurs grand-frère, père, fils, neveu, petit-frère, oncle et grand père, les nommés Tsanielé Nestor et Mokoko Sylvain respectivement père et fils décédés le 16 novembre 1968 à Bouemba. Dieu avait donné et il avait retiré. Que la gloire lui revienne.

**Congo Terminal,
à l'écoute de ses clients.**

05 775 01 10

**Ouverture officielle du Service Clients.
Lundi à Vendredi de 08h à 12h30
et de 14h30 à 17h30.**

E-mail : ServiceClients@congo-terminal.com

**CONGO TERMINAL
POINTE-NOIRE**

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« La guerre contre le terrorisme est elle-même terrorisme parfois. Elle est nécessaire mais insuffisante. L'idée est d'éradiquer le terrorisme aujourd'hui, mais cela ne peut être une victoire que si on l'empêche de renaître demain. »

Kamel Daoud, écrivain algérien, *Le Point* du 16 novembre 2015

« La laïcité permet que ceux qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas vivent ensemble »

Jean Girardon, professeur de droit public et maire de Mont Saint Vincent (France), *Le Patriote* N°356 du 16 novembre 2015

« Je pense qu'il faut instaurer un principe de patrimonialité du corps. »

Gaspard Koenig, directeur du think tank Génération Libre, *Libération (Libertés chéries)*, 26 octobre 2015

« Contrairement aux allégations de Hassoumi Massaoudou, ministre de l'Intérieur du Niger, qui prétend que dès que je mettrai le pied au Niger, il va m'arrêter. Ce dont je ne doute pas d'ailleurs. Et bien, j'irai au Niger et je lui donne l'opportunité de m'arrêter. »

Hama Amadou, ancien Premier ministre et président l'Assemblée nationale du Niger, *RFI*, 15 septembre 2015.

Ndlr : l'intéressé a été arrêté à sa descente d'avion à Niamey il y a deux jours.

SANTÉ PUBLIQUE

Lancement de la campagne de lutte contre les maladies non transmissibles au Congo

Le ministre de la Santé et de la population, François Ibovi, qui a lancé cette campagne le 14 novembre, a précisé qu'un accent particulier sera mis sur le diabète conformément aux recommandations internationales

Conscient du fait que les maladies non transmissibles sont devenues un fléau inquiétant dans le pays, le gouvernement congolais vient de lancer, à compter de cette année, la campagne de lutte contre ces affections. Le ministre de la Santé qui l'a annoncé à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le diabète, en a défini quelques actions qui seront menées. En effet, cette campagne de sensibilisation sera menée à travers l'organisation des ateliers de formation, la pratique des activités sportives régulières et les réunions d'information. D'autres actions consistent à dépister gratuitement le diabète et bien d'autres facteurs de risque sur toute l'étendue du territoire national. Ceci avec l'appui des autorités locales, les écoles, les entreprises et les marchés.

Le diabète, un véritable problème de santé publique

La 25e édition de la Journée mondiale du diabète a été célébrée le 14 novembre sur le thème : « Une alimentation saine et le diabète ». Au Congo, l'évènement a été commémoré au cours d'une cérémonie organisée à l'hôpital de base de Talangaï, dans le 6e arrondissement de Brazzaville. Selon le délégué de la représentante de l'Organisation mondiale de la santé

(OMS) au Congo, le Dr Ray Mankélé, ce thème revêt une dimension importante parce qu'il met l'accent sur l'importance d'une alimentation saine et l'adoption de modes de vie sains. Le but étant de prévenir le développement du diabète de type 2.

« Le diabète est une maladie silencieuse. Il peut entraîner des taux élevés de handicap et de décès prématurés. Il s'accompagne de complications graves telles que la cécité, l'insuffisance rénale, la neuropathie, la mort précoce. Il a aussi une incidence économique considérable qui se traduit en perte de productivité et en coût élevés des soins de santé », a rappelé le représentant de l'OMS à cette cérémonie.

Saluant les efforts des autorités congolaises dans la lutte contre le diabète, le Dr Ray Mankélé a souligné la nécessité d'adopter des politiques énergétiques de prévention et de lutte contre ce fléau. Il s'agit notamment des efforts destinés à promouvoir une alimentation saine et une activité physique à la maison, à l'école et dans d'autres milieux.

9% de cas de diabétiques enregistrés en 2014

Présidant la cérémonie, le ministre de la Santé a annoncé que, selon les enquêtes hospitalières réalisées en 2014, la prévalence du diabète chez les sujets âgés de plus de 18 ans est estimée à 9% au Congo. C'est ainsi qu'il a rappelé certaines mesures prises depuis 1991 par l'OMS et la Fédération internationale du diabète afin

de riposter contre l'incidence croissante de cette pandémie au XXIe. En effet, ces mesures visent, entre autres, à réduire la consommation du sel, des graisses, des boissons gazeuses sucrées ou soda et les aliments surgelés ; encourager les enfants à consommer des fruits naturels ; éviter de grignoter entre les repas.

« Le diabète fait partie des affections non transmissibles. Il constitue en même temps, un facteur de risque important des accidents vasculaires cérébraux, les lésions cardiaques et l'insuffisance rénale terminale nécessitant la dialyse ainsi que la transplantation rénale. Ainsi, forts de la connaissance des conséquences du diabète, prenons soins de notre santé pour éloigner de nous cette affection aux conséquences lourdes », a indiqué François Ibovi.

Le prix du traitement non accessible à toutes les couches

En dépit du fait que le prix de l'insuline est passé de 18 000 FCFA à 5 000-7 000 FCFA, le coût du traitement du diabète demeure encore un casse-tête pour certains ménages congolais. Selon des spécialistes, il faut plus de 100 000 FCFA/mois pour suivre son traitement convenablement. Parmi des raisons évoquées, il y a le fait que le diabète sucré est accompagné d'autres maladies. D'où la nécessité d'instaurer une prise en charge médicale des patients par le gouvernement.

Parfait Wilfried Douniama

L'AIDD sensibilise les jeunes à une alimentation saine

L'Association initiative d'aide au développement (AIDD) que dirige Guylaine Ondzé Mbani a organisé, le 14 novembre à Brazzaville, une soirée culinaire pour présenter aux couches juvéniles : les risques, conseils et moyens de prévention du diabète.

Cette soirée qui a eu pour thème : « Une alimentation saine pour une vie saine », s'est inscrite dans le cadre commémoratif de la journée mondiale de lutte contre le diabète célébrée le 14 novembre de chaque année.

Elle a été l'occasion pour l'AIDD de sensibiliser les personnes non atteintes du diabète au rééquilibrage des repas pour diminuer le taux de sucre, garder les vitamines et respecter les autres éléments nutritifs.

Par cette rencontre, l'AIDD veut également susciter une prise de conscience accrue de l'importance de s'alimenter de manière équilibrée. Concrètement, il s'agit pour l'association de faire évoluer à long terme les attitudes en matière d'alimentation.

« Nous sommes très préoccupés pour les jeunes. Ainsi, nous œuvrons à leurs côtés parce que nous pensons que la prévention contre le diabète commence dès le bas âge » s'est exprimé

Guylaine Ondzé Mbani, face à une foule d'élèves, étudiants et représentants du corps soignant.

En guise de rappel, le diabète est une maladie due à l'augmentation du taux de sucre dans le sang. La glycémie devrait varier entre 0,80 et 1,20 g. Ce taux de glycémie devient dangereux quand il est supérieur à 1,20 g. Le professeur Monabéka a indiqué que le diabète détruit beaucoup d'organes vitaux du corps dont les reins et les yeux.

« S'il y a un coût pour la société, il y a un bénéfice pour les industries pharmaceutiques. S'ils vendent 400 millions de comprimés, ils en vendront 600 millions dans quelques années », a indiqué le Pr Monabéka.

Selon une enquête réalisée à Brazzaville, 3,3% de la population adulte est souffrante du diabète et 7% de personnes de la même catégorie sont prédisposées à contracter cette maladie parce qu'elle présente des indices d'obésité, d'hypertension artérielle, de maladies rénales, cardio-vasculaires et ont des antécédents de diabète dans leurs familles.

« Si rien n'est fait au Congo d'ici à 2025, 14% de la population congolaise serait victime du diabète sucré. En 2010, le service des maladies métaboliques du CHU de Brazzaville prouve bien que 52% des diabétiques meurent à cause des troubles tropiques, 34% à

cause des accidents cardio-vasculaires (AVC), 12% à cause des atteintes cardiaques, 12% ont des problèmes rénaux », a prévenu le Pr Monabéka.

Il a ajouté que l'alimentation raffinée, le stress et l'avancée de l'âge sont des facteurs qui contribuent à la contraction du diabète.

C'est ainsi qu'en la circonstance, la nutritionniste Laetitia Ondze s'est montrée convaincante pour expliquer aux invités à découvrir des recettes équilibrées et peu onéreuses ainsi que pour proposer des conseils diététiques et répondre aux questions des participants afin de créer une atmosphère conviviale entre les participants.

Le traitement du diabète au Congo est encore un peu coûteux. Un flacon d'insuline coûte 7000 francs CFA. Il faut deux ou trois flacons d'insuline pour un mois, ce qui équivaut à 21.000 francs CFA environ. Les comprimés vont de 3000 à 16.000 francs la boîte, là encore il faut deux ou trois boîtes chaque mois.

Très souvent les sujets diabétiques complètent leur traitement à cause des anomalies inhérentes (l'hypertension, les complications du cholestérol, de vue et autres) et cela au prix d'un coût parfois exorbitant chaque mois. Toutefois, une source associative affirme la gratuité de l'insuline aux enfants de moins de 18 ans.

Fortuné Ibara

ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact : 05 532 01 09

Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville

L'actualité au quotidien

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45/06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org



Institut Africain de
Perfectionnement et de
Renforcement des Capacités

Une expertise à votre portée

FORMATION - CONSEIL - ASSISTANCE TECHNIQUE

INTITULE DE LA FORMATION

Comment répondre efficacement à un appel d'offres des marchés publics ?

DUREE

5 jours

PERIODE

2 au 6 novembre 2015

La conduite du changement dans les organisations

3 jours

11 au 13 novembre 2015

Pratique de la gestion des stocks et des approvisionnements

4 jours

16 au 19 novembre 2015

Négocier avec ses fournisseurs stratégiques

3 jours

18 au 20 novembre 2015

La responsabilité sociétale des entreprises

5 jours

23 au 27 novembre 2015

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

VIE ASSOCIATIVE

Le Conseil national de la jeunesse doté désormais d'un statut juridique

La nouvelle constitution, promulguée le 6 novembre par le chef de l'Etat, a institué en son article 236 le Conseil consultatif de la jeunesse dont le rôle est d'émettre des avis sur les questions liées au plein épanouissement des jeunes dans le cadre d'une gouvernance intergénérationnelle

L'institutionnalisation du Conseil national de la jeunesse (CNJ-Congo) ainsi que sa dotation d'un statut juridique ne sont pas passées inaperçues. En effet, le président de cette structure, Bersol Exaucé Ibam Ngambili, qui avait fait de l'obtention du statut juridique l'un des objectifs de son mandat, est allé le 13 novembre avec les autres membres du bureau, rendre un hommage au ministre en charge des questions de la jeunesse, Anatole Collinet Makosso pour son plaidoyer. « Nous saluons la détermination d'un homme qui s'est battu corps et âme pour qu'aujourd'hui le CNJ soit élevé au rang d'une institution constitutionnelle dénommée Conseil consultatif de la jeunesse, le ministre Anatole Collinet Makosso qui a pu concrétiser le rêve des jeunes Congolais et son propre rêve », a reconnu Bersol Exaucé Ibam Ngambili.

Selon lui, en dotant le CNJ d'un cadre juridique, le Congo devient le 2e pays africain, après le Rwanda qui a élevé cette structure au rang d'une institution constitutionnelle. « L'histoire retiendra que c'était au moment où vous étiez ministre de la jeunesse que le CNJ s'est vu institutionnaliser. Cela demeure indubitablement pour la jeunesse congolaise dans son ensemble l'un des plus grands combats que le ministre Makosso a mené à la tête de ce ministère. Nous avons organisé cette cérémonie parce que nous ne reviendrons pas toujours aux hommages après la mort, pendant que vous êtes vivant, la jeunesse congolaise vous félicite par ma voix, de ce plaidoyer efficace que vous avez su mener », a conclu le président du CNJ-Congo.

S'exprimant à l'occasion de cette cé-

réémonie ponctuée par la remise d'un présent, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, de la Jeunesse et de l'éducation civique a rappelé qu'il s'agissait d'un combat qu'ils ont mené ensemble pour parvenir à l'institutionnalisation du CNJ. « Au-delà de ces mots affectés et dénotant votre gratitude que je reçois avec bonheur, c'est plutôt un hommage qui doit être rendu à vous-mêmes, chers jeunes, pour



Le ministre Collinet Makosso posant avec les membres de la délégation du CNJ-Congo ; crédit photo Adiac

l'engagement et la discipline qui vous ont caractérisés depuis votre élection par vos pairs au bureau du CNJ. Nous n'avons pas fait de miracles en ce qui nous concerne, le plus grand travail a été fait par vous », a répondu Anatole Collinet Makosso.

Toujours d'après la nouvelle Constitution, en son article 237, une loi organique déterminera l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil consultatif de la jeunesse. C'est ainsi que le ministre a rappelé aux jeunes que gagner des batailles institutionnelles est une chose, s'imposer dans la matérialisation des dispositions contenues dans la constitution est une autre chose. « C'est à vous de

commencer déjà à travailler pour soumettre au gouvernement un avant-projet de loi ou aux députés une avant-proposition de loi. N'attendez plus que d'autres acteurs ou le ministre réfléchissent pour vous, votre travail à partir d'aujourd'hui consiste à réfléchir au cadre législatif qui devra régir le fonctionnement du CNJ ; préparez-vous à être de véritables interlocuteurs, de véritables acteurs du développement », a-t-il insisté, invitant les jeunes à plus d'ardeur pour mériter la confiance que la nation leur a faite. Le ministre a également expliqué qu'il s'était fondé sur les orientations de la Charte africaine

de la jeunesse, adoptée par les chefs d'Etat. S'appuyant sur certains articles de la nouvelle constitution, notamment ceux concernant l'âge pour postuler à la présidence de la République qui est passé de 40 à 30 ans, il a expliqué qu'il ne s'agit pas d'un artifice mais du respect de l'engagement que les chefs d'Etat africains avaient pris lors de l'adoption de cette charte. « C'est le sens de votre combat, vous y êtes parvenus, ne vous laissez pas embarquer par des gens en mal de légitimité et de reconnaissance. Le rôle du gouvernement est de traduire dans les actes les engagements que l'Etat prend au niveau international », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

Lancement d'une campagne de sensibilisation sur la démocratie

« Démocratie ; Etat de droit et citoyenneté », tels ont été les thèmes de la conférence-débat organisée le vendredi 13 octobre à l'occasion du lancement d'une série de conférences-débats dans plusieurs départements du Congo.

L'objectif fondamental est de mûrir ces notions en donnant la possibilité à chacun de réfléchir au fil du temps sur les principes d'un Etat de droit, mais aussi sur les avantages de la démocratie.

Dans son exposé, Guy Mébiama, Maître-assistant à l'Université Marien-Ngouabi a mis en exergue le large champ que renferme cette thématique. Selon lui, la démocratie est le pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple. Cette approche est soutenue par trois parties essentielles, à savoir : la démocratie, l'organisation des élections et les groupes vulnérables.

S'agissant des conditions indispensables, il en a cité cinq : le pluralisme politique, le principe majoritaire, l'alternance politique et la séparation des pouvoirs. Parlant des conditions favorables, l'orateur en cite quatre : la paix, le comportement des acteurs, l'éducation des citoyens et l'information des citoyens. Le troisième aspect c'est la participation des gouvernés qui, selon lui, dépend des types de démocratie : la démocratie directe, la démocratie représentative, la démocratie semi-directe et la démocratie inclusive.

A propos des avantages de la démocratie, l'orateur met en relief trois points : Le premier, a-t-il rappelé, sont les compétitions électorales, l'Etat de droit, le règne de la majorité et la protection de l'opposition. La séparation entre l'Eglise et l'Etat et enfin, le troisième point la démocratie et l'Afrique. A ce sujet, le conférencier pense que l'exercice de la démocratie en Afrique devrait tenir compte des valeurs traditionnelles (...).

Pour sa part Ngouilou Pemba a exposé sur l'Etat de droit et la notion de citoyenneté. Présentant les principes d'un Etat de droit il a indiqué que, « Nul n'est au-dessus de la loi telle est la formule qui résume l'Etat de droit ». Historiquement ce vocable d'Etat, a-t-il dit, signifie un gouvernement de loi et non des hommes. Le principe de l'égalité en conformité de la loi. La puissance publique est soumise au droit, l'opposé du despotisme. « Cette définition connaît des éléments communs et interdépendants », a-t-il expliqué.

« En définitive, la citoyenneté est le fait pour une personne, pour une famille, ou pour un groupe, d'être reconnu comme membre d'une cité. Et donc, la communauté des citoyens forme la nation. Elle se définit aussi aujourd'hui comme une participation à la vie de la cité », a-t-il commenté.

Notons que cette conférence-débat a été suivie d'un grand moment d'échanges entre les animateurs et l'auditoire, à la satisfaction de toutes les parties.

Guillaume Ondzé

OFFRE D'EMPLOI

Grande, Société Internationale souhaitant développer son réseau commercial à Brazzaville en République du Congo recrute :

10 Délégués commerciaux

Hommes ou femmes âgés de plus de 28 ans, professionnels dans la vente (assurances, éditions etc..).

Profils requis :

Bac+.

Disponible pour diffusion de produits

Avoir une bonne connaissance du terrain.

Les candidats ayant effectués le métier de commercial seront recrutés en priorité

Comment postuler :

Envoyer votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV avec au moins l'identification de 2 personnes de référence résidentes présentement à Brazzaville et leurs contacts, adressé au Directeur Commercial au plus tard le 25 Novembre 2015 à

l'adresse mail : recrutagentscongo@gmail.com

Les candidatures féminines sont vivement encouragées

NÉCROLOGIE

La famille LOUBOU, Collette, Eugène, Yolande et les enfants Jean Clotaire Tomby, Quentin Loubou, Serge Edgar Banguele, Pierrette Mayaya, John Loubou, Germaine Loubou, Cyriaque Diandaga, Blood Chanelle Bassossola etc. informent parents, amis et connaissance, du décès de leur fille et sœur LOUBOU Dzoumba Noellie survenu le 10 novembre 2015 à Brazzaville à la suite d'une maladie.

Le deuil a lieu au n° 155 rue Lénine (au croisement avec l'avenue Miadeka), à Ouenzé.

La date de l'inhumation vous sera communiquée plus tard.



ATTENTATS TERRORISTES DE PARIS

L'Afrique est-elle épargnée ?

Après les attaques de vendredi soir ayant fait au moins 128 morts à Paris, les réactions continuent d'affluer de l'étranger. Plusieurs pays d'Afrique, dont certains eux-mêmes frappés par l'extrémisme islamiste, ont exprimé leur solidarité avec la France.

Dans un message adressé à son homologue français, François Hollande, le chef de l'Etat congolais a condamné « avec véhémence, ces actes barbares », qui, a-t-il dit, « nous interpellent tous et nous rappellent, une fois de plus, la nécessité pour la communauté internationale d'unir ses efforts, en vue de combattre énergiquement le terrorisme et l'extrémisme sous toutes les formes... ».

L'Algérie a qualifié ces attentats de « véritables crimes contre l'humanité », mais les réactions les plus fortes sont venues du Nigeria, du Kenya, victimes respectivement du groupe Boko Haram et des shebab somaliens. La Tunisie, frappée, deux fois en quelques mois, par des attentats meurtriers, n'est restée en marge des réactions. S'agissant du Nigeria qui affronte, depuis six ans, les islamistes armés de Boko Haram, le président Muhammadu Buhari s'est dit: « très choqué et profondément attristé en

apprenant que des innocents avaient été victimes d'attentats terroristes haineux et lâches ». Ces attentats « représentent une insulte inacceptable à toutes les valeurs humaines et aux normes de la civilisation », a-t-il ajouté dans un communiqué.

Il a appelé « toutes les na-

avec eux et qui sont attaqués par les terroristes, à Paris et à travers le monde », a-t-il dit.

L'Afrique dans la tourmente

Hormis l'Europe, l'Afrique demeure un continent où des organisations terroristes gagnent du terrain. Des She-

« toutes les nations éprises de paix dans le monde à intensifier la coopération multilatérale et la collaboration au niveau de l'action, pour mettre rapidement fin au fléau du terrorisme international »

tions éprises de paix dans le monde à intensifier la coopération multilatérale et la collaboration au niveau de l'action, pour mettre rapidement fin au fléau du terrorisme international ».

Au Kenya, le président Uhuru Kenyatta a assuré la France de sa solidarité. « Les Français ont rendu célèbre l'appel, Liberté, Egalité, Fraternité, qui reflète les valeurs communes que les Kényans partagent

bab qui sévissent vers la corne de l'Afrique à Boko Haram, en Afrique de l'Ouest et du Centre en passant par de groupuscules affiliés à Al Qaida, au Maghreb Islamique (AQMI), disséminés un peu partout, le péril terroriste est devenu, dorénavant, un sujet de politique nationale pour les Etats africains comme la Somalie, le Kenya, la Libye, le Tchad, le Nigeria, le Mali, le Niger et le Tchad.

LAfrique de l'Est a aussi connu

des incidents dramatiques. Dans le Nord de l'Ouganda, l'Armée de résistance du seigneur, qui se proclame groupe chrétien fondamentaliste, fait une utilisation systématique de méthodes terroristes. Mais c'est la Somalie, qui a soulevé les plus grandes inquiétudes au niveau international étant donné la puissance de groupes armés perçus comme hostiles aux intérêts occidentaux. D'autres gouvernements afri-

Réunis par l'ONU, en juin dernier à Addis-Abeba (Ethiopie), un groupe d'experts sur le terrorisme a souligné que l'Afrique devait engager des efforts plus importants pour combattre le terrorisme sur le continent tout en notant le besoin de « renforcer la voix de l'Afrique dans le débat international sur le terrorisme », selon Patrick Hayford, le directeur du Bureau du Conseiller spécial de l'ONU pour l'Afrique (OSAA), organisateur de cette rencontre.

La menace de Boko Haram dont on évalue le nombre de combattants à plusieurs milliers, se fait d'autant plus précise en Afrique de l'Ouest que la secte Islamiste vient de faire allégeance au groupe djihadiste Daesh, qui opère en Syrie, en Irak et en Lybie. Une approche commune est nécessaire dans la lutte contre cette secte. Elle ne doit pas être l'affaire d'un seul continent.

Aujourd'hui, pour lutter efficacement contre le terrorisme, il va falloir forcément prendre de nouvelles mesures et tenir compte de nouvelles exigences de sécurité.

Yvette Reine Nzaba

cains font face à des problèmes similaires et essaient de combattre les menaces immédiates pesant sur la sécurité; mais étant donné tous les problèmes pressants auxquels le continent est confronté, la lutte contre le terrorisme n'a pas été placée au premier plan, en dépit des appels à mener la guerre contre le terrorisme, qui se sont multipliés dans le monde depuis les attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington. Mutualiser les efforts...

CLIMAT

Maintien de l'organisation de la Conférence sur le climat à Paris et renforcement de la sécurité

Le gouvernement français a tranché. En dépit des risques encourus à la suite des attentats du vendredi 13 novembre dernier, la 21ème Conférence de Paris - COP 21 - sur les changements climatiques aura bien lieu, du 30 novembre au 11 décembre, au Parc des Expositions du Bourget près de Paris, en France

A la question légitime : la France est-elle encore en mesure d'assurer le déroulement de la COP 21 sur son sol à la fin du mois, le gouvernement vient de répondre par l'affirmative. « Il n'est pas question de remettre en cause sa tenue, prévue du 30 novembre au 11 décembre à Paris, mais la sécurité sera renforcée à la suite des attentats qui ont fait 129 morts et 352 blessés graves », a annoncé samedi Laurent Fabius, le ministre des Affaires étrangères.

Rappelons que ces attaques menées par trois fronts tel que l'a indiqué le Procureur de la République française, dont celui perpétré aux abords immédiats du stade de Saint-Denis avaient fait peser un sérieux doute sur le sort de cette conférence mondiale qui doit se conclure par un accord universel sur le climat. Le gouvernement n'aura donc pas attendu longtemps pour mettre un terme à ce qui se présentait à lui comme un terrible dilemme : annuler la conférence au risque d'apparaître comme pliant face aux terroristes ou la maintenir

avec les problèmes de sécurité que cela représente. Le maintien de cette manifestation constitue de fait une sérieuse prise de risque eu égard à son ampleur exceptionnel.

Il est vrai que, depuis 1948 et l'Assemblée générale de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Paris n'a pas accueilli d'événement international aussi important. A la COP 21, quelque 40.000 participants, au bas mot, représentants de 195 pays, sont attendus sur le site du Bourget, dans le département de Seine-Saint-Denis, du 30 novembre au 11 décembre, soit la moitié de la capacité d'accueil du Stade de France de Saint-Denis. Deux sites supplémentaires s'y ajoutent comme étant d'autres lieux divers de rassemblement et de manifestations, comme le grand salon-exposition organisé parallèlement au Grand Palais pour présenter les « solutions » des industriels contre le réchauffement ou encore les défilés des ONG et des militants altermondialistes prévus à la veille et au lendemain de la COP 21.

Beaucoup de monde et de mouvements de foule en perspective dont la surveillance et la protection, on l'imagine et on l'espère, ont dû être minutieusement préparées, compte tenu du contexte déjà très tendu dans lequel cet événement planétaire doit se produire. Mais, s'agissant du système de sécurité mis en place, le ministère de l'Intérieur s'est gardé de trop communiquer sur le déploiement des forces, visiblement guidé par le souci de ne pas donner d'information aux terroristes. Dès cette semaine, apprend-on par les mesures de l'Etat de siège, est prévu le rétablissement des contrôles aux frontières, et ce jusqu'à la fin de la conférence. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur français, veille personnellement à leur application. Il a nommé un ancien patron des CRS secrétaire à la COP pour les questions de sûreté et préside chaque semaine une réunion sur le sujet, indique-t-on du côté de la Place Beauvau.

Le 29 novembre, une « Marche mondiale pour le climat » est à l'ordre du jour. De 4.000 à 5.000



CRS et gendarmes mobiles ont été consignés de longue date pour assurer le bon déroulement de cette manifestation. Reste à savoir si celle-ci pourra être maintenue. Sur le site même du parc des expositions du Bourget, la zone réservée aux négociations diplomatiques se trouve directement placée sous le contrôle d'une centaine de gardes de l'Organisation des Nations Unies. Comme pour les autres COP, l'accès à son enceinte nécessite au préalable d'en passer par une longue procédure d'accréditation et de se soumettre à un minutieux contrôle à chaque passage sur le site.

Au plus haut niveau de représentations, la COP 21 recevra 118

chefs d'Etat. Autant de moyens de contrôle et de sécurité dont le niveau « sera encore renforcé », indiquait-on encore de source diplomatique samedi. La protection de quelques 118 chefs d'Etat, ceux qui se sont annoncés pour parler à la tribune de la COP 21, le 30 novembre, le jour de son ouverture, est plus que jamais en jeu.

Le maintien de ce sommet doit aboutir à un accord international sur le climat, applicable à tous les pays. Car, insistent les organisateurs, « il n'est pas question d'attendre 2020 pour obtenir la limitation du réchauffement mondial à 2 °C d'ici 2100 ».

Antoine Daniel Kongo



19 > 21 NOVEMBRE 2015
 BRAZZAVILLE
 FORUM INTERNATIONAL
 DES INVESTISSEMENTS AU CONGO



Plateforme de croissance
 & d'opportunités



➤ Prenez part à la transformation économique du Congo

Une occasion unique de multiplier les contacts de haut niveau et de découvrir les opportunités d'investissement au Congo.

- 3 JOURS de forum & rendez-vous BtoB
- 800 PARTICIPANTS dont 70 INTERVENANTS et experts de haut niveau et plus de 90 EXPOSANTS
- 45 PAYS REPRÉSENTÉS
- 7 FILIÈRES D'AVENIR : pétrole & hydrocarbures, mines, agriculture & agro-industrie, forêt & industrie du bois, BTP, tourisme & hôtellerie, services financiers

Information et inscription : www.icb2015.com

Twitter : @ICB_2015



G20 EN TURQUIE

Le déficit d'infrastructures en Afrique s'est imposé à la table des discussions

Le sommet du groupe des vingt (G20) tenu, du 15 au 16 novembre, dans la station balnéaire turque d'Antalya, a été un moment privilégié pour se pencher, entre autres, sur les nombreux problèmes de l'Afrique, dont le manque d'infrastructures adéquates et fiables qui continue de peser lourdement sur le continent.

L'Afrique est riche en ressources naturelles et bénéficie d'une démographie exponentielle. La Banque mondiale, qui analyse les perspectives économiques du continent, prévoit une croissance du PIB africain de 5,2% en 2015-2016 contre 4,6% en 2014. Malgré cela, l'Afrique accuse un déficit d'infrastructures qui préoccupe les nations industrialisées. La présence des chefs d'Etat d'Afrique du Sud, du Sénégal et du Zimbabwe au sommet d'Antalya reflète la montée en puissance du continent africain, qui a fait entendre sa voix au sein de la communauté internationale. Une occasion ayant aussi permis au G20 de promouvoir l'investissement dans les pays moins développés, de discuter de développement, de changements climatiques, de l'économie mondiale, et des stratégies d'investissement. Un accent particulier a été mis sur les défis mondiaux : le terrorisme et la crise des réfugiés sans oublier la lutte contre la corruption ainsi que la réforme du Fonds monétaire international. L'augmentation de la durabilité, le commerce et l'énergie ont été également au centre des discussions.



Photo de famille des participants au sommet du G20, le 15 novembre 2015 à Antalya, en Turquie - BERK OZKAN/AFP

Au sujet du déficit d'infrastructures en Afrique, le G20 en a fait sa préoccupation alors que l'importance cruciale des infrastructures est de mieux en mieux comprise sur le continent. Les dirigeants africains s'étaient déjà mis d'accord sur plusieurs plans et initiatives afin de combler les lacunes du continent en la matière, et notamment via le plan d'actions prioritaires pour l'infrastructure en Afrique 2010-2015 de l'UA et du NEPAD.

Dans son rapport intitulé : « Le G20 doit s'attaquer au déficit d'infrastructures de l'Afrique », l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo souligne que le succès des actions des pays les plus industrialisés à l'Afrique « se mesurera à la somme des capitaux générés et au nombre de projets réalisés, ainsi qu'à la manière dont les activités du G20 viendront compléter et coordonner les efforts existant sans les supplanter ou les frag-

menter ». Les dirigeants se sont appesantis sur la question de l'accès à l'électricité en Afrique.

sant à renforcer l'accès à l'énergie en Afrique subsaharienne, confrontée à de graves pénuries d'électricité. Le plan d'actions pour l'énergie du G20 souligne également l'importance d'un environnement favorable, propice à l'augmentation des investissements et à la croissance durable dans la région.

Un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publié l'année dernière indique que près de 2/3 de la population en Afrique subsaharienne, soit plus de 620 millions de personnes, vit sans électricité, et seuls quatre pays de la région fournissent ce service à plus de 50% de leur population.

Après la Turquie, la Chine abritera le sommet du G20 en 2016. Les autorités chinoises ont, d'ores et déjà, fait savoir que leur pays devrait concentrer ses efforts pour aider l'Afrique et d'autres Etats moins développés à faire pleinement usage de leurs propres ressources économiques, et à libérer leur dividendes démographiques.

Le président François Hollande n'a pas fait le déplacement de la Turquie du fait des attentats du 13 novembre à Paris. Il était représenté, à ces assises, par son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius.

Nestor N'Gampoula




OFFRE SPECIALE DE FIN D'ANNEE

POUR LES
20 ANS DU GROUPE NSIA
+
10 ANS DE NSIA ASSURANCES
AU CONGO

NSIA-PACKAGE DUO ASSURANCES

- 1 ASSURANCE AUTO* + ASSURANCE MULTIRISQUES HABITATION
BENEFICIEZ D'UNE REDUCTION DE 20+10=30% SUR LA MRH**
- 2 ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE CHEF DE FAMILLE
+
INDIVIDUELLE ACCIDENT
BENEFICIEZ D'UNE REDUCTION DE 20+10=30% SUR LES 2 ASSURANCES**

+ 242 22 282 24 92 / 06 633 64 21 / 05 629 23 23
Congo Siège social: 1, Avenue Foch, Angle Rue Sergent Malamine, Brazzaville
Entreprise régie par le Code des Assurances









- 3 ASSURANCE AUTO* + PARRAINAGE*** 2ème VEHICULE* (CONJOINT(E), ENFANT, PARENT, PERSONNE PROCHE).
BENEFICIEZ D'UN BONUS DE 2 MOIS**** POUR LE 2ème VEHICULE.*
- 4 ASSURANCE MULTIRISQUES HABITATION + PARRAINAGE 2ème, HABITATION (CONJOINT(E) ENFANT, PARENT, PERSONNE PROCHE).
BENEFICIEZ D'UN BONUS DE 2 MOIS POUR LA 2ème HABITATION.**

*Uniquement valable pour les véhicules à usage personnel;
**Uniquement valable pour les contrats d'une durée de 1 an;
***COMMENT PARRAINER: Très simple, une copie de l'assurance NSIA de votre parrain avec la mention «Bon pour parrainage» datée et signée à présenter auprès de nos agences et partenaires, et votre bonus vous est accordé si votre contrat est annuel.
****Sur les garanties non obligatoires

DE NOMBREUX LOTS A GAGNER EN FIN D'ANNEE POUR LES MEILLEURS PARRAINS

PROFITEZ DU PACKAGE DUO ASSURANCES DE NSIA, POUR VOUS ASSURER DE MEME QUE VOTRE FAMILLE, VOS PROCHES ET VOS BIENS.
L'ASSURANCE NE COÛTE CHER QU'AVANT LE SINISTRE.
NSIA LE VRAI VISAGE DE L'ASSURANCE ET DE LA BANQUE.

+ 242 22 282 24 92 / 06 633 64 21 / 05 629 23 23
Congo Siège social: 1, Avenue Foch, Angle Rue Sergent Malamine, Brazzaville
Entreprise régie par le Code des Assurances



CINÉMA

Rufin Mbou Mikima : « Pour les prochaines années nous aurons une création beaucoup plus importante »

Après Pointe Noire en Avril dernier, il s'ouvre le 17 Novembre à L'Institut français du Congo la cinquantenaire du cinéma congolais, prévue pour durer une semaine. Plusieurs activités sont au programme et visent à faire un état de lieux du 7ème art congolais à travers une discussion entre réalisateurs. Rufin Mbou l'un des initiateurs de cet évènement revient dans une interview accordée aux Dépêches de Brazzaville sur les contours de cet évènement.

Les Dépêches de Brazzaville : Que retenir- vous du cinéma congolais?

Rufin Mbou Mikima : le cinéma congolais a des acteurs importants, et nous avons un magnifique pays où l'imagination et la création sont foisonnantes et il a besoin d'être accompagné. Il y a des gens qui ont des initiatives individuelles, beaucoup sont de la diaspora et essaient de faire des films qui sont distingués dans les festivals à l'étranger. Cela prouve déjà qu'il y a un vrai tissu cinématographique qui existe et que les télévisions ne le diffusent pas. Nous organisons ce genre d'activités pour que les gens découvrent ce cinéma et que les initiatives les accompagnent. J'espère que les autorités feront ce que certains font déjà.

L.D.B : au cours de cette semaine, plusieurs orateurs vont animer des conférences-débats. Pourquoi ceux-ci ne seront animés pour la plupart que par la jeune génération?

R.M.M : la jeunesse est plus vivante. Quelque fois nous avons les conseils de nos anciens. Le flambeau c'est nous qui le prenons et le cinéma de demain c'est nous qui allons le reconstruire. Pour réfléchir à ce que ce cinéma deviendra, ce sont les jeunes qui doivent s'impliquer. Certains anciens seront là pour nous rappeler l'histoire et nous dire les difficultés qu'ils ont eues et comment s'en sortir. Nous les jeunes, avons des nouveaux défis sur ce que sera le cinéma de demain. À Pointe noire nous avons voulu faire un bilan et à Brazzaville nous allons nous projeter sur l'avenir et pour cela, il faut plus de jeunes.

L.D.B : comment projetez-vous le cinéma congolais dans les cinquante prochaines années



R.M.M : pour les cinquante prochaines années j'espère que nous aurons des prix à Cannes, que les salles de cinéma seront réouvertes. Je suis sûr que nous

aurons une création beaucoup plus importante et des gens qui vont prendre le risque avec ou sans accompagnement de l'Etat. Car, créer devient vital, vu tout ce qui se passe dans le monde pour donner une réponse à toutes ces barbaries. Les gens ont besoin d'une culture saine pour comprendre les valeurs des autres et les films célèbrent ce genre de choses.

L.D.B : les premières années du cinéma congolais étaient reluisantes et après tout est rentré en berne. Nous assistons à présent à une renaissance. Quels sont les maux qui minent ce secteur.

RMM : les problèmes du cinéma congolais sont liés au manque de politique étatique. Si moi ou Léandre Alain Baker ou encore Amog Lemra fait un film, on dira que ce sont ceux de l'étranger, et même pour financer ce cinéma on est obligé de travailler avec des partenaires de l'extérieur.

Le discours que nous construisons dans notre cinéma doit contenter le bailleur. Pour refaire notre cinéma, l'état devrait penser à deux choses essentielles : rouvrir les salles de cinéma ou demander aux télé-

visions qui existent de diffuser des programmes audiovisuels qu'ils donnent la preuve des droits qu'ils auraient acquis des auteurs. Ceci permet de tout restructurer. Et si l'état met en place ce mécanisme, les gens vont se former parce qu'il y aura une sélection naturelle. Que cette dernière donne la possibilité aux acteurs du cinéma de se former, nous aurons les meilleurs scénarios et les meilleurs techniciens. Si nous avons en plus des moyens pour créer, on aura une puissance cinématographique qui n'aura rien à envier à nos amis du Burkina Faso par exemple qui ont les moyens et la politique.

L.D.B : avez-vous un appel à lancer à l'occasion de cette semaine.

R.M.M : je demande aux cinéastes de venir rencontrer ceux qui sont là pour que nous discussions ensemble. Au public congolais de venir découvrir ces films car il peut faire pression à nos autorités. Aux autorités nous demandons juste le soutien, car par le cinéma nous pouvons construire l'image du pays.

Propos recueillis par *Hermione Désirée Ngoma*

AVIS D'APPEL D'OFFRES AFRO 056/2015

RECRUTEMENT D'UN BUREAU DE CONTROLE QUALITE DES TRAVAUX DE :

(i) INSTALLATION D'UN SYSTEME CENTRAL DE CLIMATISATION A EAU GLACEE ;

(ii) RENOVATION DE LA SALLE CONFERENCE N° 1 A L'OMS-BUREAU REGIONAL POUR L'AFRIQUE A BRAZZAVILLE, REPUBLIQUE DU CONGO.

Le Bureau Régional pour l'Afrique désire recruter un Bureau de contrôle qualité pour le contrôle qualité des travaux suivants :

1. Installation d'un système central de climatisation à eau glacée dans le bureau principal et à l'Estate ; et
2. Rénovation de la salle de Conférence n° 1.

Tous ces travaux seront effectués à l'OMS, au Bureau régional pour l'Afrique à Brazzaville.

En effet, le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique basé à Brazzaville, dispose d'un bureau principal qui est un bâtiment de cinq (05) niveaux reparté en six (06) blocs (A, B, C, D, E, F) et de l'Estate qui est un ensemble de bâtiments de plein pied.

Pour améliorer les conditions de travail des staffs, surtout en ce qui concerne le confort, environ quatre-vingt-cinq (85) micro centrales de climatisation à multi-splits sont installées dans le Bureau principal et des splits à l'Estate pour la fourniture de l'air conditionné.

Présentement ces unités de climatisation posent, davantage des problèmes d'entretien en raison du coût prohibitif et de la rareté des pièces de rechange sur le marché. De plus, la consommation en énergie électrique de ces appareils est importante et, ils sont non écologiques du fait qu'ils ont comme fluide réfrigérant, le gaz R22 qui est un gaz à effet de serre.

Tenant compte de toutes ces déconvenues, le Bureau Régional de l'OMS pour l'Afrique a initié le projet d'installation d'un système central de climatisation à eau glacée dans le bâtiment principal et à l'Estate. Fiable en consommation et respectueux de l'environnement, le système de climatisation à eau glacée est une technologie dédiée au monde professionnel, reconnu et apprécié pour ses performances.

De même, le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique dispose d'une salle de conférence pouvant accueillir jusqu'à trois cent cinquante (350) personnes. Cette salle de conférence, qui a été construite il y a plus de trois décen-

nies, est dans un état de détérioration progressive. En outre, l'évolution exponentielle de la technologie et des normes internationales font que cette salle ne soit plus adaptée pour les conférences internationales. C'est à ce titre que le projet de rénovation de la salle de conférence n° 1 a été initié afin de remédier les lacunes observées dans les domaines suivants: Architecture intérieure; air conditionné; sonorisation; éclairage; mobilier; revêtement; équipement audio-visuel, équipement informatique et communication; installations sanitaires; magasin.

La rénovation de la Salle Conférence n° 1 permettra à cette salle de répondre aux normes internationales.

Etant donné que les deux projets concernent principalement le même bâtiment ce qui implique une certaine interférence, l'OMS/AFRO s'est résolu de confier le contrôle qualité des travaux de ces deux projets à un seul bureau de contrôle qui regorge en son sein les compétences requises pour mener à bien la mission.

Le présent appel à propositions a pour but de permettre la sélection d'un bureau compétent dans le contrôle qualité en vue de la signature d'un accord contractuel pour la réalisation des prestations suivantes :

Réaliser le contrôle qualité des travaux suivants :

1. Installation d'un système central de climatisation à eau glacée dans le bureau principal et à l'Estate,
2. Rénovation de la salle de conférence n° 1.

Le dossier d'appel à proposition y afférant est disponible jusqu'au

Vendredi 11 Décembre 2015, entre 9H et 13H du lundi au vendredi auprès du Bureau

N° 21 à « l'Estate, OMS-AFRO ».

Les entreprises intéressées sont invitées à soumissionner. Chaque offre devra comporter trois (3) volets :

• Le volet administratif qui comprendra les copies des documents à fournir par chaque société soumissionnaire, à savoir :

- une copie de l'extrait du Registre du commerce ;
- une copie la pièce d'immatriculation aux impôts (NIU) ;
- une copie de la patente de l'année en cours ;
- une copie l'attestation de non faillite
- une copie de l'attestation de moralité fiscale.
- Une copie l'identité bancaire.
- Le volet technique sera composé des éléments suivants :
- l'expérience professionnelle ;
- les qualifications du personnel clé (avec CVs) ;
- les références des travaux similaires déjà réalisés ;
- la méthodologie à utiliser ;
- la liste du matériel.

• Le volet financier devra comporter les prix hors taxes des prestations.

La soumission présentée sous plis fermé devra porter la mention « Confidentiel – RECRUTEMENT D'UN BUREAU DE CONTROLE QUALITE DES TRAVAUX D'INSTALLATION D'UN SYSTEME CENTRAL DE CLIMATISATION A EAU GLACEE ET DE RENOVATION DE LA SALLE CONFERENCE N° 1 », et être déposée au plus tard

Mercredi 16 Décembre 2015 à 14h00 à l'adresse suivante :
Organisation mondiale de la santé
Bureau Régional pour l'Afrique
BP 6

Bureau du GMC N° 129 (1er étage)

Cité du Djoué

Brazzaville – Congo

Une visite collective des lieux sera organisée vendredi 20 Novembre 2015 à 10 heures avec comme programme :

- 10H00 à 10H30 : séance de briefing dans « la salle de conférence 1 » ;
- 10H30 à 11H00 : visite de reconnaissance des lieux et ;
- 11H00 à 11H30 : séance de questions / réponses.

Le Bureau Régional de l'Afrique de l'OMS.



70° ANNIVERSAIRE DE L'UNESCO

Plus de 25 chefs d'Etat et de gouvernement attendus à Paris

Dans le cadre de la célébration du 70° anniversaire de l'Unesco organisé les 16 et 17 novembre, 25 chefs d'Etat et de gouvernement sont attendus à Paris pour célébrer l'événement.

A cette occasion, un Forum est prévu pour mettre en valeur la pertinence du mandat de l'Unesco, notamment sa vocation, qui est « la construction de la paix dans l'esprit des hommes et des femmes à travers la coopération dans les sciences, la culture et la communication », indique un communiqué.

L'ouverture du Forum, ce 16 novembre, sera assurée par le vice-ministre namibien de l'Information et des technologies de la communication, Stanley Mutumba, président de la 38° session de la Conférence générale de l'Unesco et par la Directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova.

Parmi les différents intervenants prévus, il y a les présidents français François Hollande, camerounais Paul Biya, gabonais Ali Bongo Ondimba et malien Ibrahim Boubacar Keita.

Par ailleurs, la Directrice générale de l'Unesco va nommer, le 17 novembre, l'ancien président kenyan Mwai Kibaki, Envoyé spécial pour l'eau en Afrique en reconnaissance de « ses efforts pour faire de l'éducation un outil majeur pour la mise en œuvre de projets et d'activités liés à l'eau, pour promouvoir une gestion durable de l'eau, pour soutenir des initiatives visant à rendre l'eau potable accessible aux communautés, notamment en sa capacité de parrain de la Millennium Water Alliance, et pour son engagement en faveur des objectifs et des idéaux de l'Unesco ».

Suite aux attentats qui ont endeuillé Paris, le 13 novembre, et en solidarité avec le peuple français, l'Unesco projettera le mot « PAIX » dans les six langues officielles de l'organisation sur les murs de son bâtiment, en présence d'Irina Bokova.

Il s'agit de rappeler les principes qui guident la communauté internationale vers « un monde juste », conformément à la devise de l'Unesco qui dit : « c'est dans l'esprit des femmes et des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ».

Noël Ndong

EXPOSITION

« Soul Power » de Jussie Nsana du 20 novembre 2015 au 20 février 2016



Le Musée Galerie du Bassin du Congo présente dans quelques jours le Projet « Soul Power » de la plasticienne Jussie Nsana Banimba. Une exposition qui illustre le travail de l'artiste dont les œuvres ne cessent de séduire les professionnels.

Le projet Soul Power reflète la volonté de l'artiste de toujours révéler des horizons nouveaux dans ses œuvres. Ainsi, cette exposition a réalisé avec brio des tableaux qui traduisent son expression dans le concert Soul. Elle joue sa partition à sa guise : la vue contemple ses toiles qui chantent en couleur et en matière. Formée à l'Ecole Nationale des Beaux-Arts du Congo Brazzaville, ses œuvres offrent un voyage au-delà des mots.

MUSIQUE

L'album « Tiâyala » bientôt dans les bacs

La finaliste du concours « Prix RFI découvertes 2015 », Liz Babindamana, chanteuse congolaise se prépare pour la sortie officielle de son album « Tiâyala » prévue en début 2016. L'artiste livrera un concert au mois de décembre à l'Institut français du Congo au cours duquel quelques morceaux de cet album seront chantés.

Lopus *Tiâyala* veut dire « quelque chose ou quelqu'un de grand », il compte douze titres, chanté en français, lingala et lari. Il est joué aux rythmes authentiques avec des sons raffinés, un mélange de rumba, de Bilombo, de wala, de mélodies riches aux couleurs locales et africaines. L'album parle de la nature et de l'éducation en général, on y trouve des chansons comme : Ahnge ; kumu na Peya ; mutsimani, mweme, ta dioka, bual na beto, kelo ; etc.

Dans cet album, Liz aborde les thèmes d'actualité tels que l'immigration, la valeur de l'eau, l'éducation, le réveil d'esprit et l'espoir de vivre. Passionnée depuis son enfance par sa grande sœur qui chantait merveilleusement bien, l'artiste n'a suivi que le chemin de ses parents. Elle est née d'un père chanteur-pianiste-bassiste-arrangeur et d'une mère chanteuse. L'artiste interprète tous les jeudis à l'hôtel Mikhael's de Brazzaville des tubes de la musique africaine et internationale, sa passion pour la musique est innée « La musique c'est quelque chose qui est en moi, elle est dans le sang, je suis épanouie quand je suis sur scène », a indiqué l'artiste.

Elle a été encadrée par son père, un professeur de musique et s'est initiée ensuite au jazz auprès de Mike Samba, un autre bassiste et au folklore avec Armel Malonga. Liz Babindamana est

aussi danseuse percussionniste, elle accompagne également Rosney Matady alias Chikadora, percussionniste congolais. Liz fait de la musique de recherche et ses chansons sont éducatives.

L'artiste collabore avec des artistes professionnels nationaux et internationaux comme Zao, Roga-Roga, Jacob Desvarieux, Singuila, Meiway, Princess Lover, Rido Bayonne et bien d'autres. C'est dans le groupe Biya Lun-koyi que Liz a fait ses débuts sur scène, fier de ses performances, le groupe la met au-devant de la scène. Elle évolue dans le groupe et fait sa carrière solo. C'est cette première solo qu'elle veut faire découvrir au public congolais. Liz est accompagnée d'une équipe expérimentée, avec Press Mayindou, guitariste, Eric, bassiste et Murphy Bouesso, co-auteur-compositeur et arrangeur.

Rosalie Bindika

MONDIAL 2018

Le Congo assure le spectacle, l'Algérie revient de loin, l'Egypte et le Mali mordent la poussière

Malgré une défense en difficulté, les Diables rouges ont remporté un match prolifique en but, à Addis Abeba. Des buts aussi, mais surtout beaucoup de frayeurs pour l'Algérie, qui arrache le nul à Dar-es-Salam, grâce à un doublé de Slimani. Au Tchad, le Mena fait trébucher l'Egypte, alors que le Mali s'incline au Botswana.

Ethiopie-Congo : 3-4 (1-1) à Addis Abeba
Buts : Gateneh Kebede (41°), Dawit Fekadu (82°) et Shimeles Bekele (90°+1) pour l'Ethiopie, Thievy Bifouma (43°), Fabrice Ondama (63°), Delvin Ndinga (75°) et Hardy Binguila (81e) pour le Congo
Tanzanie-Algérie : 2-2 (1-0) à Dar-es-Salam
Buts : Elias Maguri (43°) et Mbwana Samatta (55°) pour la Tanzanie, Islam Slimani (72° et 75°) pour l'Algérie
Tchad-Egypte : 1-0 (0-0) à N'Djaména
But : Ezachiel N'Douassel (73°) pour le Tchad
Botswana-Mali : 2-1 (2-0) à Francistown
Buts : Tapiwa Gadibolae (15°) et Joel Mogorosi (23°) pour le Botswana, Samba Sow (56°) pour le Mali

L'Afrique du Sud y est presque, le Ghana et le Sénégal calent, le Kenya et la Libye prennent une option

A Antanarivo, les Lions du Sénégal ont frôlé la catastrophe. Menés de deux buts par les Dodos, les hommes d'Aliou Cissé ont réduit le score à la 71° avant de voir Sadio Mané égaliser à la 81°. Malgré la présence des frères Ayew, les Black Stars du Ghana n'ont pas réussi à s'imposer aux Comores. Ils font toutefois mieux que le Cap Vert et le Rwanda, battus au Kenya et par la Libye. Les Bafana Bafana sont eux presque qualifiés en l'emportant 3-1 en Angola

Madagascar-Sénégal : 2-2 (1-0) à Antanarivo
But : Faneva Andriatsima (27°) et Njiva Rakotoharimalala (59°) pour Madagascar, Moussa Konaté (71°) et Sadio Mané (81e) pour le Sénégal
Comores-Ghana : 0-0 à Mitsamiouli
Kenya-Cap Vert : 1-0 (1-0) à Nairobi
But : Michael Olunga (9°) pour le Kenya
Libye-Rwanda : 1-0 (0-0) à Sfax
But : Faisal Saleh Al Badri (48° sur penalty) pour la Libye
Angola-Afrique du Sud : 1-3 (1-2) à Benguela



Cyriac Gohi Bi est félicité par le Niçois Séri, passeur décisif lors du court succès des Ivoiriens à Monrovia (droits réservés)

Buts : Gelson (2°) pour l'Angola, Tukelo Rantie

Le Cameroun déroule, la Tunisie et la Côte d'Ivoire font l'essentiel, le Nigeria déçoit encore

Les Lions Indomptables ont, malgré plusieurs occasions manquées, fait un grand pas vers la qualification en s'imposant 3-0 à Niamey face à des Sao dépassés. A Monrovia, les Ivoiriens ont douté et peuvent remercier Cyriac Gohi Bi, l'attaquant d'Anderlecht. Menés au score à Naoukchott, les Aigles de Carthage ont renversé la vapeur, alors que le Nigeria n'ont pas su faire mieux qu'un match nul au Swaziland.

Niger-Cameroun : 0-3 (0-3) à Niamey
Buts : Stéphane M'Bia (36°), Vincent Aboubakar (39°) et Edgar Salli (40°) pour le Cameroun
Liberia-Côte d'Ivoire : 0-1 (0-1) à Monrovia
But : Cyriac Gohi Bi (44°) pour la Côte d'Ivoire
Mauritanie-Tunisie : 1-2 (1-0) à Nouakchott
But : Oumar Ndiaye (22°) pour la Mauritanie, Wahbi Khazri (62°) et Yacine Chikhaoui (62°) pour la Tunisie
Swaziland-Nigeria : 0-0

Camille Delourm

INTERVIEW

Gwenegan Bui : « J'espère que cette COP permettra d'aboutir à des mesures concrètes »

Gwenegan Bui est député du Finistère (département français situé en région Bretagne) et membre du groupe France-République démocratique du Congo à l'Assemblée nationale française. Il estime qu'à la COP21, chaque partie doit prendre ses responsabilités afin de préserver la planète.

Les Dépêches de Brazzaville : Vous êtes vice-président du groupe d'amitié France-République démocratique du Congo. En quoi consiste le travail de ce groupe ?

Gwenegan Bui : Le travail du groupe France-République démocratique du Congo consiste principalement à organiser des missions et réceptions dans chacun des deux pays afin que les parlementaires puissent se rencontrer, échanger, tisser des liens. C'est un outil de coopération majeure, qui permet de soulever des problématiques communes et y répondre ensemble. Ce groupe permet également aux parlementaires français d'être informés de l'activité nationale de la RDC, notamment à travers des rencontres

avec des personnalités issues du corps d'État congolais, tels que les ministres et ambassadeurs.

LDB. Quelles sont les questions qui sont abordées pendant les séances ? Les questions environnementales sont-elles également au centre de vos discussions ? De quelle manière ?

GB : Cela varie en fonction des personnes que nous rencontrons au cours des réunions de groupe. Les sujets peuvent être relatifs à l'actualité en RDC, pour une meilleure compréhension des enjeux nationaux, régionaux et internationaux du pays. L'échange direct avec les représentants locaux facilite l'appréhension des problématiques. Ces rencontres sont également l'occasion d'aborder certains dossiers. Par exemple, nous travaillons actuellement à la reprise des échanges sur les dossiers d'adoption entre nos administrations respectives. Les enjeux de coopération sont au cœur de nos échanges. Il est évident qu'aujourd'hui, nous ne pouvons aborder ce sujet sans prendre en compte les enjeux environnementaux et la question du réchauffe-



ment climatique. Ces rencontres sont l'occasion de nous rappeler à la nécessité de notre engagement commun vis-à-vis d'un développement et d'une croissance responsables. Dans ce cadre, de nombreux échanges ont eu lieu avec le ministère de l'Environnement congolais.

LDB : La COP 21 se tiendra à Pa-

ris du 30 novembre au 11 décembre. Quelle lecture faites-vous de cet événement censé lutter contre le changement climatique ?

GB : L'ampleur des COP démontre de la prise de conscience mondiale des enjeux environnementaux. Malheureusement, nous l'avons vu au cours des éditions passées, ces conférences se concluent souvent par des déclarations qui n'aboutissent pas à des mesures concrètes et adaptées. Cela est dû notamment à la réticence de certains États à abandonner ou limiter leurs modèles énergétiques

mais également à la difficulté de trouver un accord qui convienne à 196 États. C'est pourquoi, sous la présidence de la France, j'espère que cette COP permettra d'aboutir à des mesures concrètes, pour une véritable transition qui inclura tous les États et les acteurs non étatiques également. Chacun doit

prendre ses responsabilités, pays du Nord comme pays du Sud, et ne pas chercher de fausses excuses, de vieilles querelles pour ne pas s'engager. Nous habitons tous la même planète. Chacun doit faire des efforts pour la préserver. C'est notre responsabilité historique.

LDB : Quels sont les projets en cours dans le groupe d'amitié France et RDC ?

GB : Nous souhaitons augmenter la coopération entre nos deux pays, notamment en appuyant la RDC dans son développement économique et social, dans la préservation de son environnement et dans l'avancement de son processus démocratique. Dans une optique de réciprocité, nous espérons également voir s'intensifier les relations entre nos sociétés, à travers des échanges et des projets communs. L'amitié se construit par la rencontre, l'échange fréquent. C'est ce qui manque le plus dans les relations entre l'Afrique et la France pour construire des liens durables, francs et amicaux.

Patrick Ndungidi

GRÈVE DES INFIRMIERS

Un service minimum assuré dans des hôpitaux publics

À travers ce mouvement de débrayage, les infirmiers en grève, depuis mardi dernier, réclament l'augmentation de leur prime de risque jugée modique qui varie de vingt à soixante mille francs congolais.

En dépit de cet arrêt de travail dans les formations médicales publiques, un continuum des soins est assuré. Les infirmiers assurent un service minimum pour la prise en charge des malades. Le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, s'en est bien rendu compte. C'était lors de sa visite d'inspection dans les trois formations médicales publiques de la ville de Kinshasa : l'hôpital de Kintambo, clinique Ngaliema, pédiatrie Kalembelembe et l'hôpital général de référence de Kinshasa ex-Mama Yemo.

À Mama Yemo, des dispositions pratiques pendant ce débrayage sont prises entre autres, tous les coordonnateurs principaux et techniques sont priés de travailler pour assurer la prise en charge des malades le jour et la nuit. Ils sont secondés par les stagiaires en médecine, les admissions et les sorties des malades se font comme à l'accoutumée. Pour le comité de gestion, les chefs des divisions de l'administration centrale, les gestionnaires administratifs et financiers, les caissiers principaux, les comptables ainsi que les chargés de budget doivent assurer la continuité des actes administratifs et financiers dans les entités. Le Dr Félix Kabange Numbi, qui a commencé sa visite à l'hôpital général de Kintambo, a fait le tour de quelques pavillons pour s'assurer de l'effectivité du service minimum. Il s'est arrêté auprès de quelques malades en pédiatrie et néonatalogie pour s'enquérir de leur perception de cette grève. Il a même consulté quelques enfants. À la clinique Ngaliema, le Dr Félix Kabange Numbi a également visité quelques services. Pour le ministre de la Santé publique, les discussions sont en cours entre son ministère et les différents syndicats des personnels en grève pour décanter cette situation.

À l'hôpital pédiatrique de Kalembelembe, le ministre a été conduit dans les pavillons où il a pu constater les dispositions prises pour l'observance d'un service minimum. Pour le médecin directeur général qui l'a accompagné, ce passage du ministre vient de rassurer que la question de cette grève est en plein examen au gouvernement. Dernière étape de sa tournée, c'est à Mama Yemo. Ici, aussi un service minimum est assuré. Sous la conduite du médecin directeur, le Dr Félix Kabange Numbi a visité le pavillon des soins intensifs.

Aline Nzuzi

HAUT KATANGA

La pression s'accroît sur Gabriel Kyungu

Ce leader politique katangais, membre du G7 et proche de Moïse Katumbi, déclare avoir été empêché, le 15 novembre, par les forces de l'ordre d'accéder à son lieu de culte au sud-ouest de Lubumbashi.

Depuis quelque temps, l'Union nationale des fédéralistes du Congo (Unafec) que dirige Gabriel Kyungu wa Kumwanza a maille à partir avec les forces de l'ordre. Le président de l'Assemblée provinciale du Haut Katanga qui a pris ses distances vis-à-vis de la majorité présidentielle pour convoler avec l'opposition via le G7, sa nouvelle plate-forme, est devenu la cible des forces de sécurité opérant dans cette partie du pays. C'est, en tout cas, ce qui apparaît au regard des attaques récurrentes dont son parti politique, l'Unafec, et ses membres font l'objet depuis un certain temps. Dans les milieux officiels, l'on reproche à l'intéressé d'entretenir une milice et surtout de chercher à galvaniser les jeunes avec des discours aux accents subversifs.

Déjà le 9 septembre, le siège de l'Unafec avait été investi par des hommes en uniformes qui, dans la foulée, ont arrêté huit militants du parti et transféré deux d'entre eux à Kinshasa. Selon les responsables des forces de police dans la capitale cuprifère, ces jeunes de l'Unafec instrumentalisés par Gabriel Kyungu auraient mis le feu au domicile d'un des cadres dissidents de ce parti politique



Gabriel Kyungu

cents militaires armés de kalachnikov et pour certains de lance-roquettes et une centaine de policiers ont encerclé ce lieu de culte dimanche matin », témoigne pour sa part une source citée par l'AFP. « On ne vient pas prier à l'église avec des armes lourdes. C'est une violation du lieu de culte qui est apolitique », avait regretté un des officiers du culte excédé par cette forte présence militaire. Une situation

qui a contraint Gabriel Kyungu à rebrousser chemin alors qu'il projetait de tenir un meeting aux alentours de l'église pour dénoncer l'arrestation de ses militants la semaine dernière. Nonobstant les assurances des policiers indiquant venir commémorer à leur manière la journée internationale de la fin de la guerre mondiale du 11 novembre, d'aucuns étaient convaincus que c'est Gabriel Kyungu qui était visé par ce déploiement important des forces de l'ordre. Comme quoi, les déboires de ce leader politique proche de l'ex-gouverneur Moïse Katumbi ne font que commencer.

Outre les éléments de la police, on pouvait également apercevoir la présence sur les lieux des militaires des Fardc, à en croire quelques sources locales jointes au téléphone. « Environ deux

Alain Diasso

DIALOGUE

Participation toujours incertaine d'Étienne Tshisekedi

Le vieil opposant serait prêt à participer à de telles assises à condition que la date du dialogue soit fixée et qu'il se déroule sous l'égide de la communauté internationale.

L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) continue à entretenir l'ambiguïté sur sa participation au dialogue national qui se dessine à l'horizon. Sur le principe, le parti d'Étienne Tshisekedi apporte son quitus à la tenue de ce forum national censé recadrer le processus électoral et trouver un modus vivendi entre acteurs politiques susceptible de résoudre l'impasse politique actuelle. Et d'ailleurs, les services de communication du vieil opposant confirment l'arrivée imminente au pays d'Étienne Tshisekedi qui serait prêt à participer au dialogue censé débattre du calendrier

électoral, de l'organisation et du financement des élections. Dans les coulisses, l'on évoque même la présence éventuelle du challenger de Joseph Kabila à la présidentielle de 2011 à la cérémonie d'ouverture.

Mais il y a toutefois un bémol que mettent les responsables de l'UDPS comme pour dire que cela n'est pas acquis d'avance. Étienne Tshisekedi, à en croire le porte-parole Bruno Tshibala, conditionnerait son retour au pays à la fixation de la date du dialogue, et si celui-ci a lieu sous l'égide de la communauté internationale. En convalescence à Bruxelles depuis août 2014, le « lider maximo » ne pourra donc participer à ces assises qu'à ces deux conditions, peut-on dire. Dans les milieux concernés, l'on apprend que les choses évoluent plutôt bien. Des indiscretions font



Étienne Tshisekedi

état d'une concession du camp présidentiel par rapport à la question de la médiation étrangère qui, jusqu'à ce jour, passe pour une obsession à l'UDPS.

De bonnes sources, il nous revient que le président de la République aurait assuré dans un message transmis la semaine dernière aux députés qu'il restait ouvert à

une médiation étrangère pour le dialogue national. Si cela s'avère vrai, la conséquence à en tirer est que plus rien ne va s'opposer à la participation d'Étienne Tshisekedi et de l'UDPS au dialogue. Il appartiendra seulement au chef de l'État de convoquer ce forum national en fixant une date pour rejoindre la deuxième préoccupation exprimée par l'UDPS si celle-ci ne lui renie pas la qualité de convoquer ces assises. Car, dans sa dernière prise de position, l'UDPS avait déclaré ne participer au dialogue que si celui-ci est convoqué par un médiateur international selon les prescrits de l'Accord de paix d'Addis-Abeba. À moins que le parti d'Étienne Tshisekedi mette un peu d'eau dans son vin au risque de compliquer davantage la donne.

Alain Diasso

COMMUNAUTÉ MUSULMANE AHMADIYYA

Le cinquième Calife condamne les attentats de Paris

Pour le chef spirituel de cette communauté de l'Islam, Hadhrat Mirza Masroor Ahmad, « cette attaque brutale et inhumaine doit être condamnée dans des termes les plus fermes possibles ».

Dans un message adressé, le 14 novembre, à partir de Londres en Grande Bretagne, condamnant les attentats à Paris, le cinquième Calife, Hadhrat Mirza Masroor Ahmad, a rappelé au nom de la communauté musulmane Ahmadiyya que toutes les formes du terrorisme et d'extrémisme sont complètement contraires aux vrais enseignements de l'Islam. « *Le Saint Coran enseigne que tuer ne serait-ce qu'un seul innocent est semblable à tuer toute l'humanité* », a dit le cinquième Calife. Ainsi, a-t-il poursuivi, en aucun cas, le meurtre peut être justifié et ceux qui cherchent à justifier leurs actes haineux au nom de l'Islam ne font que le diffamer de la pire façon possible.

Exprimant la sympathie de la communauté musulmane Ahmadiyya et ses prières en faveur des victimes de ces attaques terroristes et tous ceux qui ont été laissés en deuil ou affectés d'une manière quelconque, le chef spirituel de cette communauté de l'Islam a dit prier pour que les auteurs de cet acte maléfique soient rapidement traduits en justice.

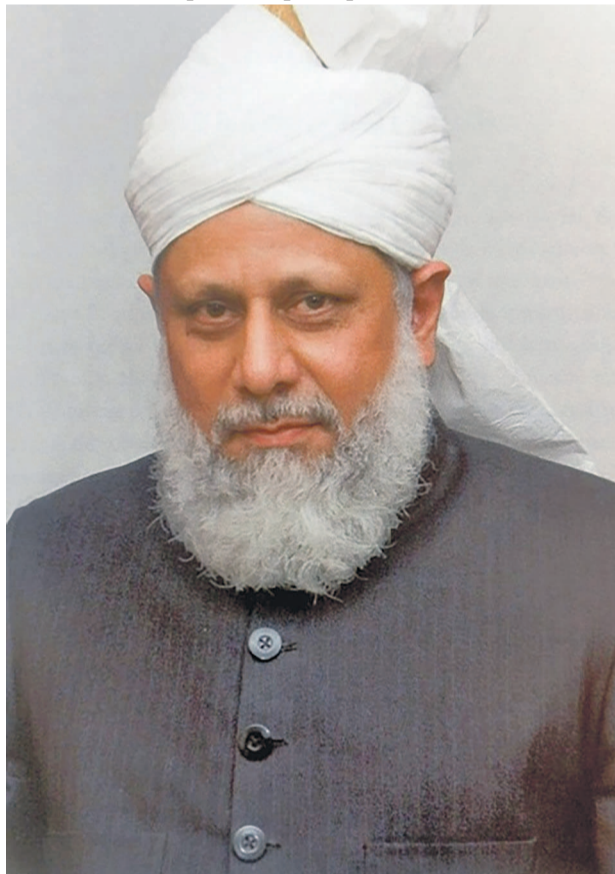
Distinguo entre les jihadistes et l'Islam

À la suite du cinquième calife, les communautés musulmanes Ahmadiyya de France et de la RDC ont également condamné ces attentats. Dans son message, la communauté musulmane Ahmadiyya de la RDC a, par exemple, fustigé, dans ce sens, avec véhémence, tout acte visant à ôter la vie à qui que ce soit et pour quelque raison qu'il soit « car la vie est et restera sacrée ».

Dans un entretien, le 15 novembre, avec la presse, le représentant légal de la communauté musulmane Ahmadiyya de la RDC, l'Amir Djama'at et le missionnaire en chef Choudhry Naem Ahmad Bajwa, a établi une nette dis-

inction entre les jihad et l'Islam. Pour lui, les jihadistes ou les terroristes ne représentent pas la foi musulmane ni l'Islam.

Pour ce missionnaire, ce sont les pratiques et le respect des principes de l'Islam ou du Saint



Le cinquième Calife, Hadhrat Mirza Masroor Ahmad

Coran qui font la différence entre les musulmans et les terroristes. Dans cette optique, il a condamné cette imagerie populaire qui assimile le terrorisme à l'Islam. L'Amir Djama'at et le missionnaire en chef Choudhry Naem Ahmad Bajwa a, par ailleurs, proposé le retour à Dieu, la justice, comme solution pour ramener la paix dans le monde. « *Rentrer vers Dieu et pratiquer la justice restent la solution pour la paix dans le monde* », a-t-il insisté.

La communauté musulmane Ahmadiyya de France a, elle, en plus, rassurer d'apporter, dans les jours qui viennent, tout le support technique ou affectif qu'elle est en mesure de fournir afin de venir en aide aux victimes de ces attentats.

Lucien Dianzenza

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Pas de résultats avant trois ans

L'économie de la Chine tournera au ralenti au cours des prochaines années, avec des taux projetés à 6,8% en 2016 et 6,2% en 2017 (source OCDE). Du côté de la primature, l'on réaffirme l'urgence de diversifier pour chercher d'autres niches de croissance. Toutefois, le processus tient d'une politique structurelle et non conjoncturelle.

Abordant l'épineuse question de la reprise de la croissance mondiale, l'Organisation de coopération et de développement (OCDE) reste convaincue que « tout nouveau ralentissement brutal dans les économies émergentes entraînerait un affaiblissement de la croissance mondiale à 2,9% ». Cela fait ainsi peser des incertitudes sur les perspectives à court terme. Toutefois, elle espère toujours un raffermissement de la croissance économique qui devrait atteindre 3,3% en 2016 et 3,6% en 2017.

Pour l'OCDE, une reprise mondiale nécessitera un rééquilibrage en douceur au profit de la consommation et des services en Chine, et une relance soutenue des investissements dans les économies avancées. En rapport aux économies émergentes, plusieurs contraintes sont identifiées. Il s'agit notamment de la baisse des prix des produits de base, du durcissement des conditions de crédit ainsi que de la contraction de la croissance de la production potentielle. Enfin, l'OCDE a appelé les pays développés à être plus ambitieux dans leurs mesures de soutien à la demande et dans la poursuite des réformes structurelles. Quant à la RDC, l'on a noté que la croissance économique a reposé essentiellement sur les recettes fiscales, en raison des régimes dérogatoires dont bénéficiait le secteur en phase d'exploration. En effet, lors de la promulgation du Code minier en 2002, la plupart des entreprises minières opérant en RDC étaient encore en pleine phase de recherche.

Pour faire face à l'enjeu du développement inclusif de la RDC, le gou-

vernement a initié en 2012 un vaste programme visant spécialement l'amélioration des conditions de vie de la population et la diversification de l'économie nationale. Il ne s'agit nullement d'un processus de quelques années, a prévenu le gouvernement. En effet, les changements attendus sont plutôt structurels. Selon l'exécutif national, il revient au gouvernement de poser les bases de cette diversification en initiant le processus. À terme, l'objectif est d'arriver à booster les secteurs productifs hors ressources naturelles.

Sicomines en production

Depuis octobre dernier, le volet minier des contrats sino-congolais à l'origine de la création de la Sicominex (Sino-congolaise des mines avec les parts sociales suivantes : Gécamines 32% et entreprises chinoises 68%) a connu une évolution intéressante grâce à l'entrée en production de la société. La première phase permet d'assurer une production annuelle de 125 000 tonnes de cuivre raffinée avant de passer à 250 000 tonnes dans la seconde phase. Voilà qui rassure sur la capacité du pays à rembourser la dette contractée auprès des partenaires chinois, qui ont financé des travaux dans le cadre de la modernisation des infrastructures nationales. Il s'agit de douze projets présentés comme les plus urgents pour la population.

Autre précieux renseignement, les gisements sont estimés à 10 millions de tonnes de cuivre et 6 millions de tonnes de cobalt, classant ainsi la Sicominex au premier rang des opérateurs miniers de l'Afrique et au top dix des premiers producteurs à travers le monde. L'autre retombée est le recrutement de 3000 employés dont 75% de Congolais dans ce projet. À cela, il faut signaler une clause dans les contrats qui prévoit de prendre en compte le transfert des connaissances et des technologies.

Laurent Essolomwa

MONDIAL RUSSIE 2018

Les Léopards de la RDC accèdent au dernier tour des éliminatoires

On s'y attendait après la victoire du match aller à Bujumbura (2-3), les Léopards de la RDC se sont qualifiés pour la phase des poules des éliminatoires de la Coupe du monde de football prévue en Russie pour 2018.

Les fauves RD-congolaises ont été tenus en échec, le 15 novembre, au stade des Martyrs de Kinshasa par les Hironnelles du Burundi par deux buts partout en match retour du deuxième tour des éliminatoires. Une qualification certes pas très festive, parce que les Léopards n'ont pas été flamboyants face à des Burundais répondant au défi tactique et technique.

Le sélectionneur Florent Ibenge a effectué des changements dans son onze de départ par rapport au match aller joué, le 12 novembre, au stade Prince-Louis-Rwagasore de la capitale burundaise. Le gardien Parfait Mandanda garde les perches congolaises comme à Bujumbura. Mais Cédric Mongongu prend la place de Gabriel Zakuani dans l'axe de la défense, ce dernier étant revenu de Bujumbura avec une blessure. On note aussi la titularisation de Jacques Maghoma et Jordan Nkololo au milieu de terrain; les deux joueurs n'avaient pas débuté la partie à Bujumbura, ainsi que Firmin Mubele Ndombe, double buteur du match aller, mais qui avait commencé sur le banc de réservistes au match aller. Il est titularisé à la place de Cédric Mabwati sur l'aile



Les Léopards accèdent au dernier tour des éliminatoires

droit, le joueur de Columbus Crew aux États-Unis est revenu lui aussi de Bujumbura avec des pépins physiques après un match aller très haché et joué sur une aire de jeu rendue très inconfortable par la pluie qui s'était abattue sur la capitale burundaise. Issama, Kimwaki, Nsakala, Bolasie, Mbokani et Chancel Mbemba ont tenu leurs places comme lors de la première confrontation entre Burundais et Congolais. Youssouf Mulumbu a été le grand absent le dimanche au stade des Martyrs, blessé au match aller après avoir joué juste la première période à Bujumbura. Les Léopards évoluent en 4-3-3. Pour sa part, le technicien algérien Ahcene Ait Abdelmalek des Hironnelles du Burundi a reconduit l'équipe qui a livré le match

aller, avec de petits changements, notamment la titularisation de Gaël Bigirimana, jeune joueur de Newcastle en Angleterre. Arakaza a été présent dans les buts, et dans le champ, Nsabayumva, Kiza, Nshimirimana, Nizigiyimana, Kwizera, Papy Faty, Bigirimana, Cédric Amisi, Abdul Razak Fiston et Ndikumana.

Le match...

Les premières minutes du match du dimanche ont naturellement été en faveur des Léopards, faisant le siège du camp adverse. Et à la 14e minute, un centre de Bolasie est repris de plein fouet de la tête par Mbokani mais s'écrase sur l'équerre des buts gardés par le gardien burundais Arakaza. Et à la 17e minute, c'est Jordan Nkololo reprend un centre de Mubele

pour le premier but des Léopards. Mais les Léopards reculent, laissant la direction du jeu aux Hironnelles. Les ailiers congolais Bolasie et Mubele ne rentrent pas dans l'axe pour soutenir les milieux de terrain, alors que les défenseurs ne remontent pas assez. Le bloc équipe congolais s'étire un peu, permettant aux Burundais d'avoir des espaces. Sur un corner de Bigirimana, Mbokani trompe son premier gardien Mandanda de la tête pour l'égalisation burundaise. On note toutefois la frappe de Mubele sur la barre transversale du gardien Arakaza à la 43e minute. À la fin de la première période, les deux équipes sont à égalité d'un but partout.

Mais au retour de la pause, les Léopards sont plus entrepre-

nants, jouant à nouveau dans le camp des Hironnelles obligés d'évoluer en contre. À la 67e minute, Bakambu prend la place de Nkololo avec la consigne de bloquer le récupérateur burundais Nizigiyimana afin que les Léopards ne fléchissent plus quant à la possession du cuir. L'entrée de l'attaquant de Villarreal ranime le réseau offensif congolais, ainsi que la montée de Neeskens Kebano à la place de Mbokani. À la 76e minute, Bolasie est fauché dans la surface de réparation après une combinaison avec Bakambu. L'attaque de Crystal Palace (Angleterre) se fait justice et permet à la RDC de mener par deux buts à un. Mais à la 88e minute, sur la dernière offensive des Burundais, Fiston Abdul Razak de Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud) est fauché dans la surface de réparation par Fabrice Nsakala pourtant auteur d'un gros match. L'arbitre érythréen Ghebre désigne le point de penalty et inflige un carton jaune au latéral gauche d'Anderlecht (Belgique). Abdul Razak ne rate pas le coche, et égalise pour les Hironnelles à la 88e minute. Sans être étincelants, les Léopards accèdent donc au dernier tour des éliminatoires et devront de ce fait relever leur niveau de jeu afin d'atteindre l'objectif que s'est fixé Florent Ibenge de participer à la phase finale de la Coupe du monde 2018.

Martin Engimo

PRODUCTION

Barbara Kanam amène « Zawadi » au Roméo Golf

Mis sur le marché en digital le 1er juillet 2015 et disponible en support CD depuis le 12 juillet dernier, l'album « Zawadi », le quatrième de la carrière de Barbara Kanam, est désormais disponible en Europe et en Afrique. Il sera officiellement présenté à Kinshasa le 28 novembre prochain.

Barbara Kanam, l'une des plus belles voix du continent, est à Kinshasa où elle prépare fiévreusement son concert du 28 novembre prochain au Romeo Golf. Une production qu'elle veut haute en couleur puisqu'il sera question de présenter officiellement son nouvel album « Zawadi », un condensé de quatorze titres bien pensés et rendus sur des rythmes dominés par une rumba qui ne lasse pas. La chanteuse a puisé ce terme dans sa langue maternelle, le swahili, pour signifier tout simplement le « cadeau » qu'elle offre à son public. L'inauguration le 7 novembre dernier de la boutique « Kanam Luxury » participe justement à la pré campagne-annonce de ce grand concert en live où la diva entend donner la pleine mesure de son talent de chanteuse. En fait, Barbara veut frapper fort après une longue période d'hibernation due à une transhumance tendant à affecter dangereusement ses activités musicales au pays. Ayant cerné l'enjeu, elle veut, cette fois-ci, s'investir à fond dans sa jeune carrière artistique en répondant notamment aux sollicitations, en alignant des

productions à travers le pays. Le concert de Roméo Golf se présente comme celui d'entérinement de la stature africaine qu'elle s'est forgée au fil d'années. Passée maîtresse dans les featurings, Barbara Kanam compte interpréter en live les chansons « Triple option » et « Noir sur blanc » chantées respectivement avec Papa Wemba et Fally Ipupa, ses deux invités d'honneur. C'est à une vraie balade musicale que l'artiste convie ses fans à travers le répertoire dense de « Zawadi ». Parlant justement de ce nouvel album, elle déclare : « C'est le plus abouti de ma carrière en terme de réalisation artistique, mais aussi sur le plan vocal. Je pense que j'ai réussi à produire certaines sonorités. J'ai vraiment pris le temps qu'il fallait pour le faire avec beaucoup de plaisir ». On y retrouve pas mal des titres dont un très clubbing réalisé avec les bouillants jeunes de Bana C4. La douce voix de l'artiste Zouk Marvin y est présente ainsi qu'une voix reggae-dance hall que la Diva laisse le soin aux amoureux du bon son de découvrir. L'autre spécificité de cet album, c'est sans doute son côté très hot avec, à la clé, une générique endiablée mise en valeur par la « danse du président », une trouvaille made in Barbara Music. Décidément, le déplacement du Roméo Golf vaut le coup !

Alain Dlasso

SANTÉ

Le Dr Matshidiso Meoti plaide pour la sensibilisation de la population au diabète

« J'invite les gouvernements de la région africaine à renforcer le plaidoyer et à sensibiliser davantage les populations sur les avantages d'une alimentation saine. Il est tout aussi impératif que les ministres de la Santé affectent des ressources suffisantes à l'acquisition des médicaments essentiels et des technologies afin d'assurer l'accès de tous à la détection précoce, au traitement et au suivi régulier du diabète », a déclaré le Dr Matshidiso Meoti.

L'appel de la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, le Dr Matshidiso Meoti, a été lancé aux gouvernements de la région africaine lors de la commémoration, le 14 novembre, de la journée mondiale du diabète placée sur le thème « Une vie saine et le diabète ». À entendre la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, quatre-vingt-dix pour cent des personnes vivant avec le diabète dans le monde souffrent du diabète de type 2 et cette maladie est de plus en plus fréquente dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Dans la région africaine, soutient-elle, le taux du diabète s'accroît, devenant un défi majeur pour les gouvernements, les services de santé, les communautés et les individus.

Le diabète n'est pas seulement un problème de santé publique mais aussi un problème économique qui renforce la pauvreté des communautés au regard de la cherté des soins médicaux. Pour le Dr Matshidiso Meoti, le diabète peut donc « entraîner des taux élevés de mauvaise santé, de handicap et de décès prématurés. Il s'accompagne de complications graves telles que la cécité, l'insuffisance rénale, la neuropathie, le handicap ou la mort précoce ». Il a aussi, poursuit-elle, une inci-

dence économique considérable qui se traduit en perte de productivité et en coûts élevés des soins de santé. Le diabète étant une maladie silencieuse qui se manifeste parfois après plusieurs années, il est essentiel d'en assurer le dépistage, la détection précoce et le traitement rapide. Dans la région africaine, plusieurs facteurs sont à la base de l'accroissement du taux du diabète, notamment le manque d'exercice physique. Pour le Dr Meoti, le fait que les gens deviennent physiquement moins actifs et mangent de moins en moins d'aliments sains, notamment les légumes et les fruits, cela les expose au diabète. La plupart, renchérit-elle, ont de plus en plus tendance à manger des aliments raffinés, riches en sucre, en sel, en matières grasses et en calories, mais pauvres en nutriments. « Cette transition accroît non seulement le fardeau du diabète de type 2 mais aussi celui d'autres maladies non transmissibles », fait-elle savoir tout en ajoutant que les risques liés au diabète et à ses complications seraient considérablement réduits si les individus gardaient un poids sain, s'adonnaient à une quantité suffisante d'activité physique, adoptaient une alimentation équilibrée et évitaient la cigarette, ainsi que l'usage nocif de l'alcool tout au long de leur vie. Pour prévenir cette maladie évitable, le Dr Meoti propose l'adoption des politiques de prévention et de lutte contre le diabète énergiques destinées à promouvoir une alimentation saine et l'activité physique à la maison, à l'école, sur le lieu de travail et dans d'autres milieux. Mais les politiques publiques seules ne suffisent pas.

Aline Nzuzi

LIVRES

M^e Roland Bembelly publie « Essentiel du droit minier »

Dans « Essentiel du droit minier », l'auteur décrit et analyse la réglementation minière congolaise. Le nouveau livre permet aux congolais, d'avoir une image suffisamment nette, de la réalité à la fois multiple et mouvante de la réglementation minière de leur pays.

En effet, cet ouvrage est le premier en son genre qui explique de manière pratique et pédagogique, l'ensemble des règles, parfois complexes d'un domaine juridique qui déroge souvent au droit commun. Il compte 225 pages, et demeure un suivi des principaux textes applicables au secteur minier congolais.

Animé par une envie de faire connaître la réglementation minière congolaise à ses compatriotes, l'auteur part d'un principe, celui de décrypter le code minier congolais, issu de la loi n°4-2005 du 11 avril 2005. Si ce code traite de nombreuses matières répondant aux exigences techniques, économiques et environnementales nécessaires à la sécurité des biens et des personnes mais aussi à la « minialisation » de l'économie nationale.

Toutefois, l'auteur n'a pas hésité de souligner les quelques limites qui caractérisent ce code, parmi lesquelles: la disparition du régime des concessions, l'occultation des questions sociales, notamment les conditions de travail des salariés du secteur minier, les conditions d'attribution des titres miniers qui ne reposent pas sur les principes nationaux des passations des marchés publics. Dès lors, l'auteur fini par conclure en se posant la question de savoir, s'il est opportun d'envisager la révision du code minier ?

Ce livre est marqué d'une double vision, la construction d'un véritable droit minier



La couverture du livre

au Congo et la contribution de celui-ci au développement économique, social et environnemental. Il s'adresse aux professionnels du droit, aux étudiants et fonctionnaires de l'administration minière congolaise. Compte tenu de l'internationalisation de l'exploitation des ressources naturelles dans les pays de la CEMAC et en RDC mais également, en raison des disparités qui existent sur le plan fiscal dans l'espace CEMAC et OHADA, l'auteur appelle à l'harmonisation du droit fiscal minier des états membres de la CEMAC voire de l'OHADA.

Notons que Me Roland Bembelly est docteur en droit et avocat à la cour, il est senior advisor au sein du cabinet d'avocat Gomes à Pointe-Noire. Spécialisé en droit des affaires, il conseille principalement les entreprises des secteurs pétroliers et miniers dans le développement de leurs activités au Congo.

Hugues Prosper Mabonzo

LITTÉRATURE

Journée internationale de l'écrivain africain

Célébrée le 14 novembre pour la première fois dans la capitale économique, cette journée a été une occasion de susciter l'attention des jeunes sur la littérature mais également sur le livre.

L'histoire a démontré que beaucoup de pays ont connu la gloire à travers le développement de leur littérature, l'Allemagne, la France et la grande Bretagne en sont les exemples les plus élogieux. Et la littérature africaine a, depuis sa naissance, toujours pris une part importante dans l'histoire du conti-

vantage préparer la relève », a-t-il poursuivi. Pendant cette journée, il était question de rendre hommage aux écrivains africains, ceux-là même qui sont quotidiennement au cœur de la formation et de l'épanouissement des Africains. Pour que cette fête soit belle, l'organisation a réuni autour d'une même table quatre écrivains, parmi lesquels Dieudonné Tshimanga, Pierre Ntsemou, Huguette Nganga Massanga et Alphonse N'kala. Et comme l'écrivain a toujours eu besoin du critique littéraire pour que son livre soit mieux compris par le public, quelques



La photo de famille

éminents critiques littéraires et universitaires ont également été invités à cette activité, notamment le Pr André Patient Bokiba, le Pr Kadima Nzuji, Bienvenu Boudimbou, Dieudonné Moukoumou Mouendo, Joseph Ona Sondjo et Olivier Kombo. Rappelons que cette journée a été marquée par une conférence-débat au cours de laquelle des livres comme Ce

foutoir est pourtant mon pays de Chardin N'kala, Moi aussi je parlerai dans un film, d'Huguette Nganga Massanga, La Flute de mon cœur de Pierre Ntsemou et Quart de vie de Dieudonné Tshimanga ont été soumis aux critiques littéraires. Ce qui a permis au public de comprendre quelques mots qui, jusque-là, étaient propres aux écrivains.

H.P.M.

L'ONG Amour et action soutient l'Orphelinat Amour de Dieu de Ngoyo

Conduite par sa présidente Elya Eléonora Mvuba, l'ONG Amour et action a fait le 12 novembre un don de vivres et divers autres objets à l'Orphelinat Amour de Dieu situé à Côte matève, dans le 6^e arrondissement Ngoyo à Pointe-Noire.

Ce don composé essentiellement de jus de fruits, de lait, de poissons, de viande, de poulet, de poisson salé, de spaghettis, de riz, de beurre et divers autres objets (détergents, savon, eau de javel...), est un geste de bienfaisance en faveur des enfants de l'orphelinat, a dit la présidente de l'ONG Amour et action, très émue, « Je suis à la fois touchée et très émue de savoir qu'il y a encore des personnes comme vous qui existent dans le pays. Voir une dame qui se dévoue, sans subvention, rien qu'avec des dons pour élever des enfants tout seule, ça n'existe plus de nos jours », a dit Elya Eléonora Mvuba en remettant le don à Françoise Bouyou, présidente de l'Orphelinat Amour de Dieu. Pour la présidente de l'ONG Amour et action, « Ce don n'est que l'expression d'un amour envers les démunis, les orphelins et les pauvres que nous soutenons. Avant la justice, il y a d'abord l'amour. On ne peut pas avancer tant qu'il n'y a pas de paix et de justice. Nous devons arrêter avec les préjugés qui ne nous font pas avancer. Mettons plutôt en avant l'amour de Dieu et l'amour du prochain ».

Outre, le don en nature, Elya Eléonora Mvuba a aussi remis une enveloppe à la présidente de l'Orphelinat pour faire face aux besoins immédiats en carburant pour alimenter le groupe électrogène du centre ; en eau potable, sans oublier les autres be-

soins d'intérêt vital pour les enafants. Les enfants et leur « maman» Françoise Bouyou ont rendu grâce à Dieu de la générosité de la donatrice qui promet d'être désormais, selon ses moyens, au chevet des enfants et surtout de re-



Elya Eleonora Mvuba et les enfants de l'orphelinat Amour de dieu crédit photo «Adiac»

venir les voir en décembre lors de la fête de la natalité. Une visite guidée des installations de l'orphelinat, notamment le réfectoire, les dortoirs et les salles de classe a ponctué l'activité. Très enthousiastes, les enfants ont montré leur bonne humeur de vivre dans le centre pendant la visite, ce qui a réjoui particulièrement la présidente de l'Ong Amour et action. Créé en 2002 à Pointe-Noire, l'Orphelinat Amour de Dieu compte aujourd'hui 16 enfants internes et près de 300 externes de 18 mois à 21 ans. L'éducation passe au premier plan dans les objectifs du centre d'accueil. Ainsi, elle prend en charge, l'éveil, la scolarisation, l'alphabétisation et la formation professionnelle qu'elle juge indispensable pour assurer aux enfants un avenir meilleur.

Hervé Brice Mampouya

Smaïl Chergui : «il faut empêcher toute jonction entre Boko Haram et l'Etat islamique en Libye»

L'armée américaine a annoncé, le 14 novembre dernier, avoir tué le chef d'Etat islamique (EI) en Libye, l'Iraquien Abou Nabil, à l'issue d'un raid aérien. L'urgence, selon le Commissaire, pour la paix et la sécurité de l'Union africaine (UA), Smaïl Chergui, est d'empêcher toute jonction entre l'EI, en Afrique de l'ouest (ex-Boko Haram) et l'EI, en Libye.

Les récents attentats de Paris revendiqués par l'EI, ont provoqué de vives réactions au sein de la communauté internationale. Le continent africain abrite deux foyers où sont implantés les islamistes: d'abord en Libye, à la faveur du chaos auquel est livré le pays après la mort de Kadhafi, et ensuite l'ensemble du sahel jusqu'au Nord du Nigéria ainsi que le bassin du Lac Tchad. En mars dernier, la secte nigériane, ex-Boko Haram, a prêté allégeance à l'organisation de l'EI. Pour Washington, la mort de commandant de l'EI en Libye « va amoindrir les capacités de l'EI à atteindre ses objectifs en Libye, notamment le recrutement de nouveaux membres, l'établissement des bases dans ce pays et la planification d'attentats à l'extérieur; par exemple, contre les Etats-Unis » avant de préciser que le raid en Libye a été autorisé par la Maison Blanche bien avant les attaques à Paris et Saint-Denis. L'Organisation panafricaine, qui a organisé dernièrement un forum sur la sécurité et la paix en Afrique, a évoqué la nécessité d'harmoniser les différentes

actions des organisations régionales et de la communauté internationale contre le phénomène. « A mon sens, Boko Haram constitue aujourd'hui la menace la plus sérieuse. Il faut assécher ses sources de financement et nous mobiliser pour empêcher toute jonction entre Boko Haram et l'Etat islamique en Libye. Nous concentrons nos efforts sur la Force mixte multinationale (Nigeria, Cameroun, Tchad, Niger et Bénin). Je viens d'ailleurs de faire affréter des nouveaux équipements de transmission pour faciliter la coordination entre les contingents. », a indiqué le commissaire pour la sécurité et la paix de l'UA, Smaïl Chergui. Les dirigeants africains se sont engagés à prévenir des conflits armés en Afrique car, d'après Smaïl Chergui, sont à l'origine de l'implantation des groupes terroristes. « Nous avons démarré un processus d'identification des fragilités dans les pays avec des indicateurs permettant d'évaluer un risque de glissement vers un conflit. Nous travaillons sur le renforcement de système d'alerte précoce et il est aujourd'hui crucial de créer les mécanismes permettant d'anticiper et prévenir les conflits», a-t-il rassuré. Depuis début novembre, se tient en Afrique du Sud l'exercice Amani Africa II qui a réuni 6 000 soldats africains. Les cinq brigades régionales constituant la Capacité africaine de réponse immédiate aux crises (Caric) sont opérationnelles, selon l'UA. Cette force africaine opérationnelle en attente et des brigades régionales peuvent intervenir dans un Etat sous quinze jours.

Fiacre Kombo

TAEKWONDO

Du matériel électronique neuf pour la Ligue de Brazzaville

Ce don de matériel électronique offert à la Fédération congolaise de Taekwondo par le président de la République a été remis à la Ligue de Brazzaville le 14 novembre par Stanislas Mbys, le patron du taekwondo congolais. Il va contribuer à coup sûr à l'amélioration de la prestation des taekwondoïns congolais dans les différentes compétitions.

Avant de remettre le matériel, le président de la Fédération congolaise de Taekwondo a reconnu que le manque de matériels actualisés était l'une des raisons de l'échec de ses protégés lors des 11èmes Jeux africains de Brazzaville. « Nous étions habitués aux tatamis rectangulaires alors que nous avons combattu sur les tatamis octogonaux qui exigent une meilleure gestion du temps et de l'espace. » Stanislas Mbys a révélé que ce matériel dont la valeur oscille entre 30 à 40 mille euro est une contribution du président de la République Denis Sassou N'Guesso. Il est composé de 100 pièces de tatamis octogonaux, des plastons électroniques daedo dont deux de T/2, deux autres de T/3 et deux encore de T/4. Il était appuyé de quatre transmetteurs électroniques pour pasteur daedo d'un boîtier wireless d'arbitre pour aire de combat et quatre casques électroniques daedo S/L de couleur bleu et rouge. Cinq protection daedo pour le tibia, six casques daedo L de couleurs rouge et bleu/T/M/L/XL, cinq mitaines daedo, huit pitaines électroniques dae-



Stanislas Mbys remettant le matériel à Bienvenu Stive Ndala (photo Adiac)

do, deux protection sexe daedo, un ordinateur plus chrono, complètent la nature du don. « C'est une grande première dans l'histoire du taekwondo congolais que des ligues soient dotées de matériels de

cette importance(...) Ce matériel nous permettra de nous accoutumer à la technologie et aux standards internationaux et donc d'améliorer notre rendu au niveau national et international. Ce

matériel va améliorer notre prestation pour demeurer le meilleur département du Congo », a déclaré Bienvenu Stive Ndala, président de

de gestion de ce matériel dans lequel, « ils reconnaissent et prennent l'engagement de bien entretenir le matériel, de le restituer et de le contrôler à tout moment. »

« Nous sommes partis de rien parce que l'ancien bureau avait tout emporté. Nous avons commencé avec rien du tout. La semaine dernière un don de même nature avait été octroyé à la Ligue de Pointe-Noire(...) Ce matériel que vous avez reçu ne vous appartient pas. Il appartient aux générations actuelles et futures de notre discipline. Nous prenons à témoin le directeur départemental parce qu'à la suite de cette remise, nous allons innover, un contrat de gestion sera signé par trois parties, le directeur départemental des Sports, le président de la Ligue de Brazzaville et le président de la fédération », a expliqué Stanislas Mbys.

Bienvenu Stive Ndala a pris l'engagement d'utiliser ce matériel à bon escient et de garantir sa bonne conservation à la Ligue de Brazzaville. Brazzaville est la deuxième ligue à être équipée par la fédération puisque la semaine d'avant, la structure avait fait un don de même nature à Pointe-Noire.

James Golden Eloué

CHAMPIONNATS D'AFRIQUE DES CLUBS CHAMPIONS DE BASKETBALL

Interclub accompagnera Mazembe à Luanda

Malgré sa défaite face au BB Mazembe en clôture de la compétition, l'Interclub a atteint son objectif : Celui qui consistait à assurer la qualification à la phase finale des championnats d'Afrique des clubs champions prévue au mois de décembre à Luanda, en Angola. Patronage chez les messieurs et Brazza Basketball chez les dames n'ont pas affiché une bonne santé.

Le BB Mazembe de la République démocratique du Congo a occupé la première place des éliminatoires zone 4 des championnats d'Afrique des clubs qui se sont achevées le 15 novembre au gymnase Maxime Matsima à Brazzaville, en dominant l'Interclub sur un score de 57 paniers à 44. Le club de la RDC a assuré sa qualification pour la phase finale avec lui, l'Interclub, qui avait pourtant bien entamé le match. L'Inter avait remporté le premier quart-temps 13-11 puis le deuxième 27-26. Cette équipe n'a pas pu soutenir le même rythme du retour des vestiaires. Elle craque 39-47 et s'enfonce de plus belle 44-57. Au-delà de la défaite, Benjamin Bouzanga, l'entraîneur d'Interclub s'est félicité de la qualification à la phase finale gagnée, selon lui, par chance. « Nous nous félicitons de cette qualification par ce que nous n'avons pas fait une bonne préparation. Nous n'avons eu que trois jours de préparation. Au fil des matches, la fatigue nous a rattrapés. Il faudra très vite qu'on revienne et nous demandons sur-

tout au gouvernement de mettre à notre disposition cette salle pour que nous nous préparions dans de très bonnes conditions », a déclaré l'entraîneur d'Interclub.

Patronage, l'autre représentant congolais chez les messieurs n'a pas fait du poids. Les Congolais ont occupé la huitième place sur les huit équipes. Patronage a perdu le match pour la 7^e place face à Bamenda du Cameroun 67 paniers à 52. L'Injs du Cameroun a occupé la troisième en l'emportant devant New génération de la RDC 71-60. Manga sport du Gabon s'est classé 5^e chez les hommes en dominant San Antonio de la Guinée Equatoriale 83 paniers à 74.

Injs du Cameroun et Inss de la RDC (dames), qualifiées

Chez les dames, les éliminatoires se sont disputées sous forme d'un mini championnat. Injs et Inss ont terminé premier ex-aequo avec sept points chacune. Inss l'a rattrapé aux points en battant BC Radi également de la RDC 71-66. Tama du Gabo est quatrième, tandis que

et nous préparer pour la phase finale. Nous avons souhaité au niveau du département, faire en sorte que ces filles aient une compétition de plus. Après les 11^e jeux africains, il nous a fallu

soient en jambes », a expliqué le président de la Ligue de Brazzaville, Fabrice Makaye Mateve. Au terme de la compétition, le BC Tama du Gabon a reçu le prix du fair-play. La joueuse Gano de

Brazza Basket-ball a terminé der-



Une séquence du match Inter-Mazembe, les deux représentants de la zone 4 à Luanda chez les messieurs (photo Adiac)

nière de la compétition avec zéro match gagné. « Le niveau n'est pas celui-là. Cela peut s'expliquer. Nous pouvons dire que nous avons tiré les leçons de ce qui n'a pas marché aujourd'hui

engager une équipe pour qu'elle gagne en expérience en s'affrontant aux autres nations qui sont au-dessus de nous. Etant donné que nous allons abriter l'Afro basket 2017, l'objectif était de faire en sorte que ces filles

l'Injs du Cameroun a été plébiscitée meilleure marqueuse avec 73 points. Soup-Soup de San Antonio de la Guinée Equatoriale a gagné le prix du meilleur marqueur avec 134 points.

J.G.E.